

N° 590

Semaine

du 13 décembre

au 20 décembre 1972

PRIX : 1,50 F

# informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

## éditorial

Ainsi, Pompidou se rend à Moscou. A quelques semaines sinon quelques jours de l'ouverture de la campagne électorale des législatives.

L'usage en est désormais bien établi : aucun dirigeant impérialiste ne se présente maintenant devant les électeurs sans avoir obtenu l'investiture du Kremlin.

Marchais affirme « qu'il ne faut pas confondre la coexistence pacifique avec la lutte qui oppose, en France, la gauche à la majorité ».

Et Mitterrand déclare, lors de la récente conférence du PS sur la Tchécoslovaquie : « Quelles que soient nos divergences par ailleurs, nous sommes tous partisans de la sécurité européenne. »

Peyrefitte renchérit : « Il faut mettre un terme à ces procès d'intention... Les relations internationales ne sont pas affaire de concordance idéologique; elles sont avant tout défense des intérêts nationaux. »

Pompidou aspire, comme Nixon, à se présenter devant les électeurs sous la bannière de la coexistence pacifique; les intérêts nationaux de l'impérialisme français passent par des relations aussi normalisées que possible avec la bureaucratie du Kremlin.

La classe ouvrière française a-t-elle le moindre intérêt à soutenir cette politique ?

Certainement pas.

Comme l'a déclaré au Monde (6 décembre) le camarade Jan Sling, fils du dirigeant communiste Ota Sling exécuté avec Slansky en 1952 à Prague : « L'URSS veut obtenir le maintien du statu quo en Europe... Peut-on imaginer une véritable sécurité européenne avec des pays comme la Grèce ou l'Espagne ? »

Sling a raison. C'est au nom de la coexistence pacifique que les troupes soviétiques sont entrées en Tchécoslovaquie le 21 août 1968. C'est au nom de la sécurité européenne que Moscou et Varsovie contribuent à briser la grève des mineurs des Asturies en expédiant des cargaisons de charbon à Franco.

Les ouvriers français n'ont pas d'intérêts nationaux différents de ceux des ouvriers tchécoslovaques ou des ouvriers espagnols. Ils ont toutes les raisons de se méfier de ce qu'on leur prépare au nom de la coexistence pacifique et de la sécurité européenne.

Pour l'heure, leur intérêt de classe, qui se confond avec l'intérêt de classe de tous les travailleurs d'Europe et du monde, est d'abattre le régime Pompidou. Il n'a rien de commun avec les intérêts de ceux qui ont trouvé en Pompidou un interlocuteur « réaliste ».

En faisant bloc contre Pompidou derrière le PCF et le PS, les ouvriers français ne font pas, n'en déplaise à Mitterrand, un « choix de politique intérieure ». Ils font un choix de classe.

Ils combattent leur impérialisme, « réaction sur toute la ligne », aussi bien pour reprendre le langage des politiciens bourgeois, en politique intérieure qu'en politique extérieure.

A bas l'union sacrée au nom de la coexistence pacifique et de la sécurité européenne !

Voilà ce que diront les candidats de l'OCI dans la campagne électorale des législatives : CLASSE CONTRE CLASSE ; pas une voix ouvrière à un quelconque candidat de la bourgeoisie ; pas le moindre soutien au régime Pompidou, même s'il se présente paré des couronnes que lui aura tissées Brejnev au nom de la coexistence pacifique.

213 DELEGUES DES GROUPES POLITIQUES CONSTITUES EN

## Assises nationales pour le Front Unique Ouvrier :

# CLASSE CONTRE CLASSE!

- PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS DE LA BOURGEOISIE !
- PAS UNE VOIX AUX RADICAUX DE GAUCHE !
- SOUTIEN A LA CAMPAGNE DE L'OCI DONT LES 19 CANDIDATS COMBATTONT POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER



A L'APPEL DU CNAL, 100 000 DANS LA RUE MASSIVEMENT REPRIS:

## PAS DE PATRONS, PAS DE CURÉS A L'ECOLE!

Les derniers rangs s'ébranlaient de la place de la Nation alors que les premiers rangs parvenaient à la place de la République. Des milliers d'enseignants de parents d'élèves et de jeunes ont répondu à l'appel lancé par le Comité national d'Action laïque. Un train spécial de Loire-Atlantique, 1 200 du Finistère qui clamèrent sans discontinuer : « une seule école, l'école laïque », un avion du Midi de la France, des cars par dizaines et dizaines du Nord, de l'Est, du Centre et de l'Ouest de la France, des milliers de la région parisienne, ont fait l'éclatante démonstration que la bataille pour la défense de la laïcité était toujours aussi vivante dans le cœur des travailleurs et des enseignants de notre pays.

Malgré bien des difficultés, que nous relatons par ailleurs, la démonstration a été faite que les masses laborieuses n'acceptaient pas la remise en cause du principe démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, des Eglises et de l'Etat, que le droit à l'instruction publique et laïque pour tous les enfants, à partir duquel a été bâti le Comité national d'Action laïque contre les gouvernements bourgeois qui le remettent en cause depuis des années, restait au centre des revendications des travailleurs.

Des dizaines de milliers de manifestants ont relevé le défi lancé par la bourgeoisie et l'Eglise catholique voulant inféoder l'école aux intérêts « des féodalités économiques et financières » comme le déclarait le dernier colloque du CNAL unanime.

L'existence du Comité national d'Action laïque soutenu par toutes les organisations ouvrières et démocratiques et dont les piliers sont constitués par la Fédération des Associations de Parents d'Elèves des Ecoles publiques (Fédération Corneil), par la Fédération de l'Education nationale et le Syndicat national des instituteurs sort renforcé de cette bataille. Dans une situation politique marquée par la puissante aspiration de la classe ouvrière, des masses exploitées des villes et des campagnes, et de la jeunesse d'unir leurs forces et celles de leurs organisations contre le capitalisme décadent et son Etat, le rôle du Comité national d'Action laïque est d'importance comme facteur de réalisation du Front unique ouvrier. A la veille des élections législatives, moment important de la lutte des classes, des milliers et milliers de manifestants ont exprimé, dans la rue, contre le gouvernement Pompidou-Messmer, contre les banquiers, les monopoles et les trusts, contre l'Eglise catholique et le patronat, contre les exploitateurs que l'avenir de la jeunesse et le sort de l'école étaient liés au combat de classe pour un gouvernement rompant avec la bourgeoisie et l'Eglise, pour un gouvernement nationalisant totalement l'enseignement, abrogeant les lois Debré-Pompidou et le statut réactionnaire d'Alsace-Moselle.

**ATTENTION !  
MILITANTS !  
DIFFUSEURS !**

INFORMATIONS OUVRIERES NE PARAITRA PAS LE MERCREDI 27 DECEMBRE. PRENEZ TOUTES LES DISPOSITIONS POUR ASSURER UNE DIFFUSION MAXIMUM DU N° 591 DU 20 DECEMBRE.

**Agression fasciste à Toulouse contre des militants de l'OCI**

Dans la nuit du 7 au 8 décembre, les militants de l'OCI qui collaient des affiches pour le Cercle d'Etudes Marxistes qu'ils organisent le 13 décembre, ont été agressés par une vingtaine de nerfs fascistes, armés de batracans, et qui ont émis aux cris de « On vous tuera ».

Après Asses Jacques Decour, c'est Toulouse. Bibliothèque de Communication et de Documentation de l'OCI. L'appel à la défense des libertés démocratiques.



## les travailleurs sont prêts au combat qu'attendent les dirigeants ?

Un accord salarial pour un an vient d'être signé à l'EDF. Les dirigeants qui l'ont signé prétendent qu'il s'agit là d'une victoire contre « l'intransigeance patronale et gouvernementale ». Qu'en est-il ?

La bourgeoisie et son gouvernement, par la hausse effrénée du coût de la vie veulent faire payer les travailleurs, mais placés en situation pré-électorale, tout en maintenant leurs plans, ils comouffent, truquent, falsifient.

Il en va ainsi de « l'indice officiel » des 295 postes.

Chaque centrale syndicale dénonce cet indice gouvernemental et élabore le sien propre : tous démontrent que la hausse des prix des articles de consommation courante est incomparablement plus forte que ce que le gouvernement dit, donc que les salaires doivent être augmentés, l'indemnité de vie chère pour tous arrachée.

Alors une première question se pose. L'accord EDF « assure une progression de 2,50 % des salaires de base au-delà de l'augmentation des prix évaluée par l'indice officiel des 295 postes ». (Humanité du 7-12-72).

Peut-on subordonner l'augmentation des salaires à l'indice officiel des 295 postes et présenter cela comme une victoire ? Surtout quand il s'agit des entreprises nationalisées et singulièrement de l'EDF où les travailleurs n'ont pas subi de défaites, où leur combativité est intacte.

Une deuxième question est également posée. La direction de la CGT n'avait pas signé les contrats à l'EDF sous Chaban-Delmas car ils comportaient une référence, qu'elle condamnait justement, à « la masse salariale ».

Dans le compte rendu, publié par l'Humanité, des accords de l'EDF, on peut lire : « L'accord ne comporte ni clause anti-grève, ni clause d'enfermement dans la masse salariale ». Les travailleurs lisent cela avec soulagement. Et puis, quatre lignes plus bas : « le calcul des augmentations de salaires s'effectue sur la masse des rémunérations de l'année ». Alors on ne comprend plus. Quelle différence pour tout un chacun entre « masse des rémunérations » et « masse salariale » ? Ce qui est vrai pour Chaban deviendrait faux pour Messmer la veille des élections ?

Pourtant, cette signature n'est pas sans portée. Le journaliste de l'Humanité le souligne :

« On ne comprendrait pas que ce qui est possible à EGF soit refusé à la SNCF, par exemple. Les syndicats (Georges Séguy le rappelle encore récemment) préfèrent régler les conflits par la négociation. L'accord d'EGF en est la preuve. Il désigne également le responsable des grèves à la SNCF, aux PTT, dans la Fonction publique : que le gouvernement lève le blocage qu'il fait peser sur ces secteurs sinon on saura plus clairement qui est le coupable. »

La nécessité, contre celui qui n'a pas besoin d'être plus longtemps désigné comme le coupable, contre le gouvernement et les partis de la bourgeoisie, c'est lutter classe contre classe, sur tous les terrains.

Pour cela, il faut que les dirigeants cessent de se dérober à la responsabilité qui est la leur : organiser l'unité contre le gouvernement.

Les cheminots sont prêts. Comme les fonctionnaires, les postiers ou les enseignants.

Dans le « secteur nationalisé et la fonction publique », il y a de grands syndicats. Ils peuvent, ils doivent engager le combat. Ils seront suivis par les travailleurs.

Ils peuvent, ils doivent profiter de la situation instable de ce gouvernement pour le faire reculer, pour lui faire « lâcher » tout ce qu'il peut.

C'est la seule voie qui puisse permettre, en galvanisant les énergies des travailleurs, sur le solide terrain de l'unité, de mener le combat efficace sur tous les terrains : unité classe contre classe aux élections, rupture avec les radicaux bourgeois, unité tout de suite, pendant et après les élections pour arracher les revendications vitales des travailleurs.

## Irlande : la répression s'abat sur nos camarades de la L.W.R.

Dans le dernier numéro d'Informations Ouvrières, nous avons évoqué la signification de la loi anti-démocratique que le gouvernement Lynch a fait adopter en Irlande du Sud et nous avons souligné qu'elle était une menace pour toutes les organisations de la classe ouvrière.

La preuve ne s'est pas fait attendre : deux jeunes militants de la League for a Workers Republic (L.W.R.), organisation trotskyste irlandaise affiliée au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, sont actuellement emprisonnés sur la base d'une accusation mensongère. Il s'agit des camarades George Holmes et Gerry O'Donovan. Ces deux camarades se rendaient en moto à un meeting de protestation contre la loi inique imposée par la bourgeoisie irlandaise. Leur moto étant tombée en panne, ils ont fait de l'auto-stop. La voiture dans laquelle ils ont pris place a été arrêtée par un barrage de police et des matériaux pouvant permettre de fabriquer des « cocktails Molotov » auraient été trouvés par la police dans le coffre.

En dépit du fait que le propriétaire de la voiture a pris toute la responsabilité de ce qui se trouvait dans son véhicule et qu'il ait affirmé avoir pris nos camarades seulement quelques kilomètres avant le barrage, Holmes et O'Donovan sont toujours en prison sur la base d'une décision arbitraire, et menacés d'être déferés devant la Cour spéciale qui juge et condamne sans jury. Ils risquent cinq ans de prison dans le cadre des lois d'exception actuellement en vigueur.

La L.W.R. entame une campagne pour la libération immédiate de ces deux militants qui ne sont maintenus en prison qu'à cause de leurs opinions. C'est là une composante essentielle de la lutte qu'elle doit livrer pour que, dans l'unité, les travailleurs d'Irlande défendent leur droit d'expression et d'organisation contre le gouvernement réactionnaire, clérical et subordonné à l'impérialisme, de Jack Lynch.

Dans cette lutte, la L.W.R. est en droit d'attendre l'expression politique et pratique de la solidarité des organisations qui, à l'échelle internationale, sont engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### DERNIERE MINUTE

#### FONTANET RECIDIVE A BELFORT APPEL DES LYCEENS DE BELFORT AUX LYCEENS DE FRANCE

Nicolas MERCIER, professeur de philosophie, a été inculpé pour avoir accepté la lecture d'un tract dans sa classe. C'est un fait sans précédent. Contre cette mesure inique, les lycéens avec les enseignants, les parents d'élèves se sont dressés, unanimes, à 3 000 dans la rue samedi.

Le Rectorat a répondu devant cette décision de manifestation par le Lock out de tous les lycées de Belfort.

5 500 d'entre nous, 290 enseignants ont été frappés par cette mesure.

Les lycéens de Belfort n'ont pas cédé à l'intimidation. Ils ont constitué leur Comité de grève.

CE COMBAT, C'EST LE VOTRE AFFAIRE GUIJOT — CIRCLAIRE GUICHARD — AFFAIRE WANDER

A chaque fois, les lycéens de France se sont mobilisés. UNIS avec les enseignants, les parents d'élèves. Aujourd'hui, c'est l'Affaire de Belfort.

#### BELFORT LOCK OUT LYCEENS SOLIDARITE

Nous avons besoin de votre soutien, faites-le connaître sous toutes ses formes : ASSEMBLEE GENERALE dans les lycées, tracts, affichages, collecte. POUR LA LEVEE D'INCULPATION DE NICOLE MERCIER POUR LA LEVEE DU LOCK OUT POUR LA REOUVERTURE DES LYCEES SANS CONDITIONS POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION DANS LES LYCEES COMITE DE GREVE DES LYCEENS de Belfort. Siège : Maison du Peuple, 90000-Belfort, salle 14.

## le plan giscard : "juteux" pour les bourgeois

La pagination réduite de L.O. ne nous permet pas cette semaine de nous livrer à une analyse détaillée du « plan inflationniste » de Pompidou-Messmer-Giscard. Le plan, comme on sait, comporte deux volets essentiels : réductions de certains taux de TVA d'une part, lancement d'un grand emprunt national de cinq milliards, d'autre part.

Il est des plus douteux que la baisse des taux de TVA entraîne une quelconque baisse durable des prix, dans la mesure où aucune des causes de la hausse n'est supprimée : ainsi, en ce qui concerne la viande, on prévoit un déficit de plus de 80 000 tonnes dans les approvisionnements pour le seul premier semestre 1973. Les prix retrouveront donc presque immédiatement leur niveau actuel, la marge des gros distributeurs étant accrue d'autant. Les chevillards approuvent d'ailleurs bruyamment : la majorité ne perdra pas de voix de ce côté-là.

Quant à l'emprunt, il est destiné à couvrir le trou de sept milliards qui sera creusé l'an prochain dans les recettes budgétaires. Autant pour les parlementaires qui viennent de passer des semaines à épucher par le menu la loi de finances.

Gilbert Mathieu analyse l'opération (Le Monde du 10-12-72) comme « un transfert » qui sera couvert « par la conversion d'anciens emprunts d'Etat émis dans des conditions moins avantageuses » et par l'appel « à une épargne déjà gelée dans les caisses d'épargne à des taux inférieurs ». Jusqu'ici l'opération ne profite qu'aux banques et aux grands capitalistes qui toucheront des intérêts plus élevés. La dette publique (financée par la planche à billets) couvrira la différence. La fraction restante de l'emprunt sera prélevée sur la consommation.

Le patronat semble avoir obtenu des garanties qu'elle servira à relancer l'investissement, en d'autres termes à nourrir les subventions budgétaires aux trusts, comme celle qui vient d'obtenir la compagnie Thomson-CSF dont nous parlerons la semaine prochaine. Ainsi l'AGREF (regroupement des plus grands groupes industriels) se félicite « qu'en ne cédant pas à la tentation de compenser par un nouvel allourdissement de la fiscalité et de l'épargne individuelle la diminution provisoire de ses recettes budgétaires, le gouvernement ait marqué son souci de ne pas casser l'expansion ni de compromettre l'emploi. Favorable à la discipline des prix et des revenus, elle souligne que cet objectif ne pourra sans doute être atteint que progressivement ».

\* En d'autres termes : tout cela ne sert pas à grand chose. Mais allongez quand même la monnaie !

Même son de cloche aux Chambres de Commerce qui, « sous réserve que l'emprunt aboutisse réellement à transformer l'épargne liquide en épargne durable... espèrent que celui-ci servira pour une large part à la relance des investissements productifs ».

Note cynique chez les patrons du bâtiment : « Si l'emprunt est juteux, il provoquera un transfert d'épargne, avec des conséquences néfastes sur la Bourse. S'il ne l'est pas, les investisseurs institutionnels le couvriront. »

Note sceptique et déabusée chez Priouret de l'Express : « Faute de confiance et de beaucoup d'autres choses, ce plan anti-hausse ne renversera probablement pas la tendance inflationniste. Mais il ne cassera pas l'expansion, même s'il crée pendant un mois ou deux une rétention des achats chez ceux des consommateurs qui attendront des baisses. Après tout, maintenir l'expansion, c'est l'essentiel pour les mois à venir. »

Enfin, chacun considère comme platonique et velleitaires la tentative de plafonner la croissance des salaires à 2 % au-dessus de celle des prix. Le laisser-aller est total dans les sommets du régime. Commentaire de Combat : « L'opinion publique a de nouveau le sentiment qu'elle ressentait quand M. Couve de Murville occupait l'Hotel Matignon : la sensation d'une absence d'une espèce de vacuité du pouvoir politique qui, sans doute en raison de l'approche des élections, semble s'être précipité dans les affaires courantes alors qu'il devrait prendre le mors aux dents. » CEDOC

### Tchécoslovaquie :

## la campagne se développe en dépit des obstacles

Bien que le silence tende à retomber sur ce qui se passe en Tchécoslovaquie, la bataille se poursuit dans les rangs du mouvement ouvrier pour arracher la libération des emprisonnés politiques, notamment de ceux condamnés lors des procès truqués de l'été dernier.

On lira ici la prise de position importante de la Fédération de l'Yonne du Parti Socialiste pour la constitution d'une Commission d'enquête. Partout, signatures, prises de position, soutien financier accompagnent la diffusion du Bulletin du Comité qui vient de paraître (1). A Grenoble, plus de 500 signatures ont été recueillies sur une pétition. La perspective d'un meeting public et la constitution d'un comité local pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est est dès lors ouverte. A Chambéry, la même pétition a rassemblé 80 noms, dont ceux de militants du PCF et du secrétaire départemental de la FEN. Ces pétitions ont été envoyées à toutes les organisations ouvrières de la région.

Un secrétaire de l'UD-CGT de Savoie, Michel Saladin, a répondu aux initiatives de cette campagne unitaire, eux-mêmes responsables syndicaux dans la FEN et la CGT, leur déniait le droit de se réclamer du mouvement ouvrier.

De nombreux travailleurs et enseignants ont alors diffusé une lettre ouverte des militants attaqués, René Revol, membre du Bureau départemental du SNES-FEN et Lina Urban, secrétaire de la section de Challes-les-Eaux du SNETP-CGT, également militants de l'OCI où l'on peut lire :

« Nous sommes en droit de vous demander de retirer vos injures : "ennemis de classe", "anti-socialistes", "alliés de l'impérialisme". Nous respectons suffisamment la CGT, ses traditions, ses luttes, ses militants, les 2 500 000 adhérents dont vous nous parlez pour ne pas la confondre avec la suffisance bureaucratique et les méthodes que vous employez, qui sont nuisibles au mouvement

ouvrier. La CGT va-t-elle se contenter de "déplorer" ? Est-ce faire preuve "d'anticléisme viscéral" que de proposer à la CGT d'organiser la lutte contre des faits qu'elle déplore ? »

La défense des militants socialistes et communistes persécutés et emprisonnés à Prague se poursuivra, malgré ceux qui, dans les rangs du mouvement ouvrier, entendent se faire les défenseurs des normalisateurs.

(1) Il s'agit du numéro double 5-6 du Bulletin du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est publiant le dossier du rassemblement des 28 et 29 octobre organisé à la Mutualité (prix : 4 F). En vente à la SELIO, 87, rue du Fbg Saint-Denis, Paris 10<sup>e</sup>.

### La Fédération de l'Yonne du Parti Socialiste prend position

La Fédération de l'Yonne du Parti Socialiste approuve et soutient l'action des comités qui luttent pour la libération des militants communistes et socialistes emprisonnés en Tchécoslovaquie et en URSS pour la défense du socialisme, et elle s'associe à toute démarche ayant comme objectif la délivrance de visas par les ambassades d'URSS et de Tchécoslovaquie à une commission composée de juristes, de psychiatres et de délégués du mouvement ouvrier et démocratique qui aille enquêter et puisse prononcer son jugement en toute indépendance.

Voté à l'unanimité du Bureau fédéral.



## INDEMNISER LES CAPITALISTES...

**L**E FIGARO, quotidien du capital, consacre une page entière de son numéro des 9 et 10 décembre à l'analyse des « nationalisations prônées par l'union de la gauche ».

Analyse du plus haut intérêt.

Le rédacteur de l'étude prend très au sérieux les projets de nationalisations contenus dans le « programme commun ». Et il chiffre le montant des indemnités qui devraient être versées aux anciens propriétaires. Car il n'envisage même pas qu'un gouvernement d'union populaire puisse ne pas respecter les engagements contenus dans le programme commun : il n'y aura pas de spoliations. Les anciens propriétaires seront justement indemnisés. Il en coûtera, pour cette indemnisation « équitable », une somme fabuleuse : 82 milliards de nouveaux francs, six mille deux cents milliards anciens !

Il faudrait donc, selon ces messieurs, que les travailleurs versent aux grands capitalistes, des milliers de milliards pour leur permettre de reconstituer ces fortunes qui ont été édifiées dans le passé par l'accumulation de la plus-value extorquée aux ouvriers ? Il faudrait donc payer une nouvelle fois ce qui a déjà été arraché aux travailleurs par le jeu de l'exploitation capitaliste ? Eh oui, c'est ainsi que l'entendent ces messieurs qui s'appuient sur la lettre et sur l'esprit du programme commun !

Et qui affichent leur confiance totale dans l'Etat, leur Etat, l'Etat bourgeois pour faire respecter leurs droits sacro-saints de propriétaires : « Il est certain, écrit le même rédacteur du Figaro, qu'une loi de nationalisation s'appuyant sur des distinctions (entre petits et gros actionnaires) serait cassée par le Conseil Constitutionnel et que les décrets d'application éventuels ne pourraient être approuvés par le Conseil d'Etat. Les droits conférés par la possession d'un titre ne dépendent pas de la qualité et de la fortune de celui qui les détient ».



François Michelin : il a déjà accumulé des milliards de plus-value et il faudrait encore l'indemniser.

Raisonnement inattaquable... en droit bourgeois. Et pourtant, est-il possible d'accepter de restituer 6200 milliards aux exploités, 6200 milliards qui laisseront le pays exsangue, alors que, pour reprendre l'expression des syndicalistes d'Usinor (voir I.O. n° 589), les nationalisations ne sont rien d'autre « qu'un juste retour à la nation de ses biens » ?

Non. Certainement pas. Alors que faut-il en conclure ? Tout simplement qu'un programme sérieux de nationalisations est incompatible avec le respect du droit bourgeois... et de l'Etat bourgeois qui en est le garant. Nationaliser ? Oui, bien sûr ! Tous les grands capitalistes, sans exception. Mais SANS INDEMNITE NI RACHAT. Faut de quoi un nouveau fardeau insupportable, écrasant, serait placé sur les épaules du peuple travailleur.

Oui, mais le Conseil d'Etat, le Conseil Constitutionnel ? La question est très bien posée par le rédacteur du Figaro. L'Etat bourgeois défendra jusqu'au bout le droit bourgeois, le droit des capitalistes, le droit des propriétaires. C'est pour cela qu'il a été édifié. Alors ? Alors cela veut dire qu'un programme sérieux de nationalisations, SANS INDEMNITE NI RACHAT, qui implique donc de profondes incursions dans le droit de propriété, ne pourra être mené à bien sinon par un gouvernement qui commencera à neutraliser, puis à démanteler les organes de l'Etat bourgeois mis en place précisément pour défendre les « droits » des capitalistes : Conseil Constitutionnel, Conseil d'Etat, Cour des Comptes, Inspection des Finances, Cour de Sécurité de l'Etat, etc.

## ... ET RESPECTER L'ETAT BOURGEOIS...

**D**ANS son récent débat radiophonique avec Sanguinetti, Andrieu, rédacteur de l'Humanité, a déclaré : « Les modalités des nationalisations importent peu. Tout dépend de la nature du gouvernement qui les mettra en œuvre. A gouvernement démocratique, nationalisations démocratiques. »

C'est esquisser la question. Car la nature du gouvernement, c'est la nature de son programme. Un programme de nationalisations qui laisse leurs droits aux maîtres des trusts en leur promettant une indemnisation « équitable » pourra être appliqué par un gouvernement où siègerait des conservateurs éclairés. Marcellin et le banquier Filippi l'ont parfaitement compris. En revanche, on ne saurait espérer associer ces représentants « éclairés » du capital à un gouvernement qui entreprendrait leur propre expropriation.

Or, pour répondre positivement aux légitimes revendications des travailleurs de France, il est impossible de ne pas s'engager dans cette voie. Un programme de nationalisations SANS INDEMNITES NI RACHAT ne pourra donc être mis en œuvre que par un gouvernement libre de tout lien avec le capital, un gouvernement où ne siègerait aucun représentant des forces politiques bourgeoises, fussent-elles en minorité, et affilées du vocabulaire de « radicaux de gauche ». Telle est la question décisive... celle qu'Andrieu voudrait bien esquiver.

Il s'agit de problèmes très concrets. Qui appellent des solutions très concrètes. Lesquelles sont parfaitement à la portée du mouvement ouvrier, si ses organisations décidaient de s'engager résolument dans cette voie. Prenons un exemple.

Un délégué aux Assises nationales pour le Front Unique Ouvrier a posé la question : « En cas de victoire de la gauche lors des élections législatives, comment faire face à la fuite des capitaux que la bourgeoisie ne manquera pas d'organiser ? »

La question est pertinente. Instruits par l'expérience de 1936, nombre de travailleurs et de militants s'interrogent en effet sur ce point.

D'autant plus pertinente que les capitalistes annoncent dès maintenant la couleur, tel ce même rédacteur du Figaro qui prévoit « une fuite encore plus rapide des détenteurs de capitaux devant le placement mobilier... quitte à porter un coup mortel à la monnaie par des exodes vers la Suisse ».

Le programme commun prévoit la multiplication des contrôles d'Etat au moyen notamment des armes traditionnelles dont dispose la Banque de France.

Mais qui peut croire sérieusement que les hauts fonctionnaires de la Banque de France et du ministère des Finances, liés aux sommets du capital financier par toutes les fibres de leurs personnes et de leurs carrières appliqueront « honnêtement » de telles directives ? Il faudrait être bien naïf, ou bien ignorant des réalités fort tangibles de l'Etat bourgeois... ou bien encore fort appliqué à faire prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes en tentant d'accréditer une telle fable.

C'est une certitude : non seulement le personnel dirigeant n'appliquera pas, mais encore il sabotera de telles directives.

Il suffit pour s'en convaincre (encore faut-il accepter d'être convaincu) de regarder par exemple ce que sont, et ce que sont devenus les trois derniers gouvernements de la Banque de France :

Jacques BRUNET, inspecteur des Finances, aujourd'hui PDG du trust Roussel-UGLAF ;

Wilfrid BAUMGARTNER, inspecteur des Finances, aujourd'hui PDG du trust Rhône-Poulenc, administrateur de Pechéry, Peugeot, Compagnie Française des Pétroles, Chargeurs Réunis, Denain-Nord-Est-Longwy, La Paternelle ;

Emmanuel MONICK, inspecteur des Finances, ancien PDG de la Banque de Paris et des Pays-Bas, administrateur de la Banque Ottomane, de Hachette, de la Banque de l'Indochine, de Denain-Nord-Est-Longwy, d'Usinor.

Tous trois sont aujourd'hui à la tête des principaux bastions du capital financier. L'actuel gouverneur, WORMSER, y prendra sa place lui aussi. Comme le premier sous-gouverneur, comme le second sous-gouverneur. Comme tous les directeurs, sans exception, du ministère des Finances. C'est duper sciemment les travailleurs que de vouloir leur faire croire que ces gens-là accepteraient de participer honnêtement au démantèlement des puissances financières qui sont aujourd'hui entre leurs mains.

Il faut dire les choses comme elles sont : le personnel dirigeant sur lequel

repose toute l'armature de l'Etat bourgeois devra être cassé par un gouvernement qui, pour répondre aux aspirations des plus larges masses, déciderait de s'attaquer sérieusement aux citadelles du capital financier. C'est pour ne pas s'être engagé dans cette voie qu'hier les gouvernements de Front populaire, aujourd'hui le gouvernement Allende au Chili se sont mis à la merci du capital financier. Et pour cause : les partis ouvriers participant à ces différentes formules « d'union populaire » ont préféré préserver leurs liens avec la bourgeoisie plutôt que de s'engager résolument dans la voie de l'expropriation des exploités. Travailleurs, ne l'oublions pas, pour ne pas refaire demain en France une nouvelle expérience qui nous mènerait inéluctablement à un nouvel échec !

Faut-il donc baisser les bras ? Nullement. Les solutions sont simples. Mais elles ne pourront être appliquées que par un gouvernement décidé à s'engager sérieusement dans le combat classe contre classe. Ainsi, pour répondre à la question posée par notre camarade délégué aux Assises : les partis ouvriers devraient dès aujourd'hui appeler les syndicats d'employés de toutes les banques à mettre en place immédiatement dans chaque établissement une commission chargée de recenser et de publier tous les transferts de capitaux et mouvement de fonds importants vers l'étranger.

Ils devraient décréter solennellement dès aujourd'hui que le gouvernement ouvrier de demain considérera comme illégal et passible de sanctions pénales, qu'il saura appliquer avec toute la rigueur nécessaire, tout transfert de fonds vers l'étranger qui ne sera pas justifié par une transaction commerciale vérifiable. Ils devraient déclarer que cette règle sera appliquée rétroactivement à toutes les opérations réalisées à compter de ce jour, et que tous les dirigeants et hauts fonctionnaires qui faciliteraient ou participeraient à de telles opérations, dès aujourd'hui, auraient à en répondre demain et seraient passibles de la confiscation de leurs biens personnels.

C'est dans cette voie, rapidement esquissée, qu'il faudrait s'engager dès aujourd'hui pour avoir demain les moyens de briser avec toute l'énergie nécessaire la spéculation et la fuite des capitaux, pour pouvoir instaurer demain l'indispensable monopole d'Etat du commerce extérieur et des transactions financières avec l'étranger.

Il faut sortir de la « légalité »... bourgeoise ? Eh oui. Mais ne pas le faire, c'est accepter que la légalité bourgeoise et les forces matérielles sur lesquelles elles s'appuient se retournent contre nous. C'est, d'avance, se condamner à l'échec.

En revanche, est-il meilleure solution pour mieux mobiliser dès aujourd'hui et dans l'enthousiasme les employés des banques et les fonctionnaires, comme toute la classe ouvrière ? Est-il meilleure solution pour affirmer dès aujourd'hui la ferme volonté de vaincre qui devrait animer les dirigeants des partis ouvriers, et qui suffirait à entraîner la confiance de la foule immense de toutes les victimes du capital financier dans les perspectives concrètes, réalistes et résolues ouvertes par la classe ouvrière ?

## ... C'EST ALLER A L'ECHEC !

### IL FAUT ROMPRE AVEC FILIPPI ET SES SEMBLABLES

**M**AIS, pour s'engager dans cette voie, il faudrait dès aujourd'hui rompre l'alliance mortelle avec les fractions bourgeoises dans laquelle s'engagent les dirigeants du PS et du PCF. Car qui ne comprend pas, faut-il le répéter, qu'il est impossible de vouloir pratiquer une telle politique, la seule possible pourtant, en espérant y associer le banquier Filippi ou le sénateur cléricel Marcelhacy, ou tous leurs semblables auxquels pensait sans doute Ansart, dirigeant du PCF lorsqu'il déclarait dimanche dernier à Lille : « Nous n'excluons aucune force, aucune bonne volonté, aucune personnalité. »

Les bonnes volontés et les personnalités (bourgeoises) sont déjà là, accrochées aux basques des partis ouvriers (ou l'inverse !), décidées à entraver, à enliser, à impuissant l'action de classe du prolétariat.

Filippi n'est pas seul ! On voudrait, un peu partout, au nom de l'Union Populaire, demander aux travailleurs d'apporter leurs voix à des candidats bourgeois, comme on leur demandera demain de renoncer aux revendications pour préserver l'alliance avec la bourgeoisie « patriote », « démocratique » et « républicaine ».

Ainsi, nos camarades de l'Eure-et-Loire nous signalent que le parti Socialiste appelle à voter dans la troisième circonscription de ce département pour un certain Philippe Lamirault, secrétaire général du mouvement de la gauche radicale-socialiste de Maurice Faure et Robert Fabre. Ce Monsieur Lamirault est directeur commercial chez Renault. Il est aussi administrateur d'Alfa-Roméo. C'est un bourgeois responsable. Il a déclaré (12 décembre), à l'hebdomadaire-Hachette Le Point : « Mon expérience m'a permis de constater que ce programme (le programme commun) est réaliste, et les nationalisations nécessaires. Il en prévoit neuf, et il est moins ambitieux que celui réalisé par le général de Gaulle à la Libération. Il touche uniquement des entreprises qui remplissent des fonctions de service public, qui vendent à l'Etat ou qui exercent un monopole. »



Philippe Lamirault, administrateur d'Alfa-Roméo, secrétaire général des radicaux de gauche.

M. Lamirault ne cache pas son jeu. Il n'a pas l'intention d'aller au-delà. Mais ce qu'il accepte est très loin, très loin en-deçà de ce qui serait nécessaire pour pouvoir satisfaire les revendications ouvrières les plus légitimes. Alors ? Alors faut-il préférer l'alliance avec M. Lamirault ou les revendications ouvrières ? Poser la question, c'est y répondre. Au moins en ce qui nous concerne.

## DESACHY ET LES « CAMARADES » EN ROBE VIOLETTE

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de la confusion qui s'est insérée dans le compte rendu de la manifestation laïque de l'Oise (I. O. n° 587). Julien Desachy nous a fait parvenir le papier suivant :

« Monsieur le Rédacteur,

Vous avez publié un article sur la manifestation laïque du 18 novembre dans l'Oise me prenant personnellement à partie. C'est votre droit, que je ne saurais en aucun cas vous contester.

Mais dans un renvoi en bas de page, je lis :

« Rappelons que la FEN de l'Oise est dirigée par Julien Desachy, militant PSU, très ami de la CFDT qui estime que « la laïcité est un vieux concept dépassé ».

En bon français la citation est donc de moi.

Cela m'étonne beaucoup et je pense que vous avez la référence. Sinon je pense que vous aurez l'honnêteté de signaler dans votre prochain numéro que ce propos m'a été prêté par erreur.

Julien Desachy.

Salutations syndicalistes. »

En effet, cette citation a été prêtée par erreur à Julien Desachy, Julien Desachy n'estime pas que « la laïcité soit un vieux concept dépassé ». Ce qu'il estime en fait dans un article publié par l'Ecole Libératrice, c'est que « L'ECOLE EST LA RELIGION DU PROLETARIAT INDUSTRIEL ».

Autrement dit, l'école a repris la fonction de l'Eglise, l'école est l'opium du peuple !

Toutes choses étant égales par ailleurs, on comprend mieux ainsi l'attachement de Desachy à la CFDT et donc son ralliement à la lutte pour « la destruction de l'école », en alliance avec les calculateurs qui n'acceptent pas la concurrence que l'école laïque, « religion du prolétariat industriel », fait à l'Eglise catholique, asservissante et romaine. Dont acte. Julien Desachy.

La rédaction de I. O.



# A l'appel du CNAL plus de 100.000 manifestants repris : pas de pat

Plus d'une centaine de milliers de manifestants ont défilé dans l'ordre, de la Nation à la République.  
Des cars entiers de la lointaine pro-

vince, des trains bourrés, 800 des Côtes-du-Nord, plus de 1 000 du Finistère, 500 à 700 de Loire-Atlantique.  
Une victoire de l'unité, du Front Unique.

## La manifestation laïque

Dès 14 heures, place de la Nation, les groupes se forment.

Un bruit circule : « l'OCI, l'AJS, veulent manifester sous « leurs » mots d'ordre, derrière « leurs » banderoles ». Ce bruit parvient aux dirigeants de l'OCI. Il est accueilli comme il le mérite, par le mépris. L'OCI n'a pas l'habitude de renier les engagements qu'elle prend. L'OCI a décidé de manifester sur les mots d'ordre du CNAL. Elle respectera son engagement.

En tête, derrière les dirigeants du CNAL, les responsables des organisations, Pas de chants, pas de slogans. Parfois, dans les délégations, dont celle de l'UNEF-Renouveau qui a brisé les consignes unitaires du CNAL (pas de banderoles signées des organisations) des tentatives se font jour de faire crier : « Laïcité = programme commun ». Mais le cœur n'y est pas.

Des départements ont une tenue plus dynamique : Loire-Atlantique, Bretagne, Loire.

Le cortège des enseignants du supérieur est précédé par une banderole d'une organisation politique : « Vive le programme commun ».

Arrive la partie du cortège qui crie : « Vive l'école laïque ». « Pas de prêtres parmi nous » et chante l'Internationale, la Carmagnole, la Jeune Garde.

On remarque une importante délégation des lycéens avec Wander, les étu-

diants de la Sorbonne, du Panthéon et d'Assas en butte aux attaques fascistes.

**La relation d'un camarade de Clermont-Ferrand.**

« L'importance de la manifestation nationale laïque est réelle.

Les mots d'ordre : « pas de patrons, pas de curés à l'école », « une seule école, l'école laïque » furent repris dans tout le cortège (sauf au niveau du « cordon sanitaire » du PCF).

Voyant l'importance de la délégation regroupée avec les camarades de l'OCI, l'AO, de l'AJS, et sachant que l'adjoint au maire d'une municipalité du département, attachée à l'école, lui-même responsable d'un CLAL, se trouvait dans le cortège, je pris l'initiative de lui montrer l'importance de notre délégation.

A son arrivée, il fut d'abord frappé par le dynamisme et l'importance de cette partie du cortège. Puis ce furent les chants « La jeune garde » et « L'Internationale » qui montaient, repris par les milliers de camarades regroupés par l'OCI, l'AO, l'AJS.

« Est-ce juste, d'après toi, de chanter l'Internationale ici ? » Sa réponse fut nette et rapide : « ce n'est pas le moment de mâcher ses mots, vous avez raison ! » Et sur le trottoir, nous avons repris ensemble l'Internationale. »



## Les masques tombent : (extrait de « l'Enseignement Public »)

« Non le problème n'est pas définitivement réglé ; les APEL préparent de nouvelles propositions allant dans le sens du renforcement de l'autonomie de leurs établissements et, paraît-il, de la sécurité de l'emploi pour leurs enseignants... l'objectif à plus long terme étant de parvenir à une forme unique de contrat financièrement plus avantageux que le contrat simple et moins contraignant que le contrat d'association. Voilà, c'est clair, c'est la revendication d'une école catholique prise en charge par l'Etat dans le cadre d'un pluralisme renforcé. Il s'agit là, à n'en pas douter et sans que ce soit une surprise, d'une relance de l'action des APEL, le groupe de pression le mieux organisé de l'enseignement privé, à l'approche des élections législatives, avec l'intention évidente de ranimer l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement dont on n'a tout de même pas oublié que le président était en 1970 M. Habib Deloncle, député UDR de Paris, directeur du quotidien gaulliste « La Nation » et ancien secrétaire d'Etat à l'Education nationale... »

« La balle ainsi lancée était reprise par le Comité national de l'enseignement catholique réaffirmant pour sa part, et quelques jours après, non seulement la nécessité de l'Institution scolaire chrétienne pour favoriser l'éducation de la foi chez les enfants » mais également celle de la présence de l'Eglise dans les institutions culturelles et singulièrement

dans l'école » à laquelle « concourent les chrétiens qui rendent ce témoignage dans l'enseignement public ». Oui, vous avez bien lu camarades catholiques qui exercez dans l'enseignement public et qui concédez comme nous le faisons tous, par le scrupuleux respect de la conscience des enfants qui nous sont confiés, vos convictions personnelles et votre engagement laïque ! »

« Et ce sont les mêmes qui, au nom de nos principes, avaient caressé l'espoir d'engager avec nous la discussion sur le droit des prêtres à exercer dans un établissement public d'enseignement !... les prêtres qui, par leur ministère spécifique, conféré par l'ordination sont, comme vient de le préciser l'assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes le 30 octobre dernier, « les témoins et les serviteurs de l'authenticité de l'Evangile, de l'unité et de l'universalité du peuple de Dieu dans une Eglise, signe du salut au milieu des hommes... »

« En réaffirmant avec autant de netteté la nécessité d'un enseignement catholique, « institution scolaire d'un caractère spécifique », en réaffirmant dans le même temps que les chrétiens doivent en outre « concourir à une présence de l'Eglise dans les institutions culturelles et singulièrement dans l'école », les responsables de l'enseignement catholique appuyés par la hiérarchie ont jeté bas les masques. »

James MARANGE  
22 octobre 1972.

## de la manifestation du CNAL aux

Après avoir participé à la manifestation pour la défense de la laïcité, organisée à l'appel du Comité National d'Action Laïque, aux cris de : « Pas de patrons, pas de curés à l'école ! », 213 délégués de groupes politiques constitués dans les entreprises, parmi les enseignants, dans les localités, ont participé aux Assises nationales pour le Front unique ouvrier. La composition des Assises nationales était la suivante : de Paris 116 ; de province 97.

Ils ont été élus par des travailleurs et des militants de 19 grandes corporations : enseignants, métallurgie, bâtiment, transports, Sécurité Sociale, hôpitaux, spectacle, recherche, etc. Au total 2 274 travailleurs ont participé à la désignation des délégués aux Assises nationales dont 1 324 à Paris et 950 en province.

45 villes de 32 régions de province étaient représentées. Au total 22 857 francs ont été collectés dont 15 397 francs à Paris et 7 560 en province.

Ces chiffres permettent d'apprécier le travail militant effectué en profondeur au cours de la préparation de ces Assises nationales pour le Front unique ouvrier. Encore qu'ils n'expriment pas l'ampleur de l'écho que reçoit la lutte pour le Front unique, pour l'unité du PS et du PCF, le combat pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant des intérêts de la bourgeoisie, ils sont significatifs de l'ampleur des couches militantes qu'il est d'ores et déjà possible d'organiser dans ce combat. Trente-neuf militants sont intervenus dans le débat au cours de la soirée du samedi 9 et de la journée du dimanche 10, à partir des discussions

## Des difficultés dans la préparation : ce

A notre connaissance, au colloque du CNAL des 13 et 14 mai dernier, de longues discussions se sont poursuivies en commission jusque tard dans la nuit.

Le point d'accrochage était centré sur une proposition de la délégation du PCF : « Chaque organisation — lire le PCF — organisant une action le fait au nom de toutes les organisations affiliées et soutenant le CNAL ».

Le CNAL répond : « Toutes les organisations ont partiellement le droit de décider en leur nom des actions qu'elles veulent, mais le sigle du CNAL ne peut être utilisé qu'en accord avec toutes les organisations adhérentes. »

C'est là une réponse de bon sens. L'unité implique l'accord de tous. Aucun parti, y compris le PCF, ne peut s'arroger le monopole de l'unité. Il a fallu attendre deux heures du matin et une suspension de séance pour que la délégation du PCF accepte de déclarer qu'elle respecterait les simples règles de la démocratie sans lesquelles l'unité ne pourrait jamais se faire.

A Nantes, dans la préparation de la manifestation, un rassemblement départemental fut organisé.

Lors des discussions préparatoires, le PCF et la CGT voulurent intégrer le programme commun dans la résolution présentée au meeting.

Voici des extraits de la lettre de l'UD-FO de la Loire-Atlantique adressée le 2 décembre au secrétaire du CDAL :

Mon cher camarade...

Tu as présenté, au nom du CDAL, un texte faisant référence au programme commun de gouvernement PC-PS.

Notre camarade Pierre MARTIN qui représentait notre organisation à cette réunion a, immédiatement fait les réserves qui s'imposaient et a

informé le CDAL élargi « qu'il en relèverait à son organisation », ce qu'il n'a pas manqué de faire dès le lendemain, vendredi 1<sup>er</sup> décembre.

Devant la gravité de la situation qui exigeait une clarification immédiate, j'ai téléphoné à Paul ALLAIN (FAL), Yannick SIMBRON du SNI, ainsi qu'à toi-même pour vous informer que notre Union départementale ne saurait accepter le texte proposé.

En effet, notre organisation, fidèle à la notion d'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis du patronat, de l'Etat, des Partis et des Eglises (qui, selon nous, constitue d'ailleurs le fondement de la laïcité) ne saurait participer à une opération pré-électorale en cautionnant, au surplus, un « programme de gouvernement ».

A la CGT-FO, quelles que soient les opinions que nos adhérents et militants professent sur le contenu du programme commun et les implications politiques d'une victoire de la gauche tripartite, nous avons décidé de laisser à chaque syndicat la possibilité de se prononcer librement en tant que citoyen, l'organisation syndicale s'interdisant de peser sur son choix politique.

Voilà succinctement résumés les raisons qui m'ont amené à demander, au nom de l'Union départementale FO, de Loire-Atlantique, la suppression dans le projet de motion commune de toute référence au programme commun de gouvernement PC-PS et de nous en tenir au programme et résolutions du Comité national d'Action laïque qui, eux, ont obtenu l'unanimité des organisations composant ou soutenant le CNAL.

Nous sommes convaincus que votre position est une position de sagesse permettant d'éviter une polémique susceptible d'être utilisée par nos

## INTERVIEW DE JAMES MARANGE, secrétaire général de la FEN

I.O. — Que pensez-vous du succès de la manifestation du 9 décembre ?

J. Marangé. — Il est le couronnement de ce qui s'est passé sur le plan départemental depuis la rentrée et cela encourage nos militants pour l'avenir.

I.O. — Le mot d'ordre « une seule école, l'école laïque » en tête de la délégation du Finistère, qu'est-ce que cela signifie pour le secrétariat de la FEN ?

J. Marangé. — « Une seule école, l'école laïque » : je suis instituteur, laïque depuis toujours, cela ne peut être que notre conception. En ce qui nous concerne, il s'agit d'une école nationalisée, gérée démocratiquement avec le concours des parents et des enseignants. Il ne s'agit pas de monopole, c'est-à-dire d'une école d'Etat, mais de l'école laïque, au sens que nous donnons, nous, à la laïcité.

I.O. — Un slogan semble repris par de nombreuses délégations de province, particulièrement de Bretagne et de Paris : « Pas de curés, pas de patrons à l'école ». Quel est ton sentiment à cet égard ?

J. Marangé. — Je m'en suis expliqué dans un récent éditorial de l'Enseignement public et je dis qu'au moins en ce qui nous concerne, les masques sont tombés.

Nous avons assisté, il y a quelques mois, à un débat sur la place publique où il était question de savoir si nous pouvions concilier avec nos principes le fait que des prêtres puissent un jour enseigner dans les écoles laïques.

Si tant est que l'on puisse avoir une quelconque hésitation, à mon avis, l'affirmation des représentants de l'enseignement catholique concernant la nécessité, non seulement pour eux de maintenir une école catholique payée par l'Etat, mais encore de donner des consignes pour que leurs enseignants publics, dans l'école, se fassent le véhicule des mots d'ordre de l'Eglise catholique, suffirait à montrer qu'il ne peut pas en être question. En tout état de cause, même pour en discuter, il nous faut poser un préalable : c'est que l'enseignement public ne saurait être géré par d'autres choses que son dogme, son Eglise. Je dis bien, l'Eglise catholique. Mais il apparaît clairement que nous n'en sommes pas là et pour moi la question est réglée.



# 100 de la nation à république rons pas de curés à l'école

## Discussions pour le front unique ouvrier

qui ont eu lieu dans les groupes politiques qui se sont déjà constitués et sur la base de la résolution politique publiée dans le dernier numéro d'Informations Ouvrières.

Au terme de la discussion, cette résolution, complétée par quelques amendements, dont le principal portait sur la diffusion d'Informations Ouvrières, — organe politique de combat et d'organisation indispensable à l'action politique pour le Front unique ouvrier — a été voté à l'unanimité moins quatre abstentions.

De cette discussion s'est dégagée très nettement que des travailleurs et des militants, sans épouser totalement la position de l'OCI, étaient prêts à combattre à ses côtés, en utilisant des formes d'organisation adaptées pour le Front unique ouvrier, et son application concrète au cours des élections législatives. Cette discussion a également démontré que l'organisation de ces groupes politiques, que leur développement n'en était qu'à leurs débuts. La base politique et le cadre d'organisation que constitue l'Alliance ouvrière leur donne les moyens de s'unifier et d'agir nationalement.

Au cours des prochains mois, dans la bataille politique « classe contre classe » qui intègre les prochaines élections législatives, c'est par centaines que peuvent et doivent se constituer ces groupes politiques, qui rassembleront des militants venus du PCF, du PS, des syndicats, de nouvelles couches militantes, aux côtés des militants de l'OCI, dans l'action politique commune pour le Front unique des organisations ouvrières, le gouvernement ouvrier.

## Qui s'est passé à Nantes et chez Renault

### ennemis communs.

Toutefois, au cas où, malgré notre demande, le CDAL croirait devoir passer outre, je demande qu'il soit clairement précisé, au moment de la mise au voix au meeting, que notre organisation n'est pas partie prenante pour ce texte.

J'informe, bien entendu, le Bureau confédéral de cet incident qui sera, naturellement, évoqué à notre prochain Comité confédéral national qui se tient à Paris les 9 et 10 décembre prochains.

Crois, néanmoins, mon cher camarade, à nos sentiments syndicalistes les meilleurs.

Le Secrétaire général,  
Alexandre HEBERT.

Le camarade Pierre GALONI, secrétaire confédéral, faisait tenir à l'UD-FO le message suivant :

« Tu sais que nous soutenons l'action du CNAL. Nous serons donc présents à la manifestation du 9 décembre à Paris. Les responsables du CNAL ont toujours, très nettement, affirmé que cette manifestation nationale, comme les manifestations départementales qui la précèdent et la préparent ne feraient, en aucun cas allusion au programme commun de la gauche. Tu trouveras d'ailleurs, ci-inclus, photocopie du projet d'appel pour la manifestation du 9 décembre et tu pourras constater qu'il a été rédigé dans cet esprit. »

Les milliers de travailleurs et de jeunes, rassemblés par l'OCI, l'AJS et les militants de l'Alliance Ouvrière, l'ont été dans le strict respect des décisions prises par le colloque du CNAL. Les militants de l'OCI et de l'AJS ne faisaient que respecter leurs positions de principe : fermes partisans du Front unique ouvrier, l'OCI et l'AJS n'auraient pu agir autrement. Nous l'affirmons d'ailleurs

clairement : si les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière n'avaient pas été d'accord avec les décisions du CNAL, ils n'auraient pas appelé à manifester.

Dans la manifestation, certains prétendaient : « Il n'est pas juste de lancer : pas de prêtres parmi nous, c'est la division. La CFDT s'est « déprofessionnalisée » et elle adhère au CNAL. »

Voici pourtant ce qui s'est passé à Renault-Billancourt, tel que le relate un tract du syndicat FO :

« Dans un but d'efficacité que tout le monde comprend, notre syndicat FO-Renault a proposé à la CGT et à la CFDT de faire et de distribuer l'appel ci-joint, en commun :

« Parents, élèves, jeunes, travailleurs, tous subissent les conséquences néfastes d'une politique qui, depuis 14 années, subordonne de plus en plus la formation des jeunes et des adultes aux exigences du patronat et du système capitaliste. Le 9 décembre, de la Nation à la République, nous exigerons par l'expansion, la démocratisation et la nationalisation laïque de l'enseignement que l'école de la République assure l'égalité des chances, la promotion de tous. Qu'elle soit l'école du peuple pour le peuple. »

La CGT qui, publiquement, avait fait connaître sa position favorable a confirmé son accord. Cependant le refus de la CFDT a empêché que cet appel soit lancé en commun par nos trois syndicats.

Nous rappelons que chez Renault nous ne pouvons réaliser dans l'unité tous les efforts indispensables pour défendre l'école laïque. »

Il est normal que ceux qui acceptent les « patrons et les curés à l'école » refusent de défendre la laïcité de l'école.

Il est naturel que ceux qui défendent la laïcité de l'école affirment hautement que la CFDT reste un instrument de l'Eglise.

## LE COMBAT DES LAIQUES DE CÔTE-D'OR POUR UN TRAIN ENTIER A PARIS AVEC LE CNAL

Le 25 novembre, à Dijon, manifestation départementale. 2.000 manifestants. Des normaliens et leurs enseignants, réunis pour la préparer, décident de défilier sous la banderole :

Non aux milliards à l'enseignement privé  
Abrogation des lois Debré-Pompidou  
et scandent :

Tous le 9 décembre à Paris.  
Déjà, Belleville, militant responsable et dirigeant du SNI, membre du PCF, faisant passer la politique de sa fraction avant l'unité et le respect des engagements pris au CNAL, au mépris des engagements qu'il avait lui-même fait prendre par la CA de la FEN de la Côte-d'Or, le 9 novembre, avait quitté l'assemblée des normaliens, car il était en désaccord personnel avec les mots d'ordre de la banderole.

Lors de la manifestation, Guy Jouve, professeur d'École Normale, fut blessé par un commando :

« ... J'ai été pris à parti par un groupe d'individus qui prétendent me faire taire... »

dans le même temps où d'autres s'en prenaient aux camarades de l'UNEF qui utilisaient leur porte-voix pour reprendre les mots d'ordre de défense de l'école laïque... »

Dans les semaines qui ont suivi cette lâche agression, les pires difficultés furent faites aux enseignants, jeunes et travailleurs de la Côte-d'Or qui voulaient monter à Paris le 9 décembre. Le 27 novembre, on ne savait pas encore si ce serait un car ou un train qui serait organisé !

Une quarantaine de laïques attendent les responsables stalinien qui voulaient briser l'unité et n'avaient mobilisé qu'une douzaine de personnes, eux compris.

Les responsables stalinien refusent, malgré le paiement par chacun de la somme nécessaire, de les faire monter dans le train. Ils vont même jusqu'à oser prendre contact avec les inspecteurs des enseignements généraux qui appellent les forces de police. Les laïques, forts de leur bon droit, s'agrippent aux portes,

## LA RELATION D'UN MILITANT DE LYON

PEU AVANT DIJON, un prétendu service d'ordre se met en place aux portières de wagon « pour parer à une provocation garchiste en gare de Dijon ».

Dans le train — en gare — un membre de ce service d'ordre : « fermez les fenêtres, ils vont lancer des bouteilles vides ».

Des parents d'élèves, enseignants, travailleurs, se rendant à Paris par ce train spécial, veulent voir, comprendre et baisent les vitres.

Un militant du PCF : « Si vraiment nos dirigeants savaient à Lyon qu'une provocation se préparait, pourquoi tout le train n'a-t-il pas été informé ? »

Un responsable dijonnais : « Nous sommes 45, nous avons payé, nous sommes des laïques » syndiqués FEN, UNEF, contre les lois Debré. On refuse de nous donner nos billets. »

Un autre militant du PCF : « On n'a pas à intervenir dans les affaires du CDAL de Dijon. »

Un syndiqué SNES : « Alors pourquoi bloquer les portières pour interdire aux laïques de monter dans le train ? »

De nombreux militants, des mères d'élèves, des enseignants reprennent la même question, protestent contre la volonté d'une fraction d'exclure ceux qui ne partagent pas leurs points de vue. Ils décident de prendre leurs responsabilités et font monter les manifestants dijonnais par les fenêtres, malgré des stalinien du service d'ordre qui essayent de les rejeter sur le quai.

A l'approche des policiers, les portières de l'arrière du train sont enfin ouvertes, malgré le « service d'ordre ».

parce que les manifestants montant à Paris ont imposé l'unité.

### DANS LE TRAIN APRES DIJON

Le prétendu service d'ordre cherche à tout prix l'incident. Il veut bloquer les soufflets : à une dirigeante de la délégation de Dijon, il affirme qu'il serait interdit de rejoindre sa délégation dans un wagon voisin.

« On ne passe pas ; on a des ordres », dit le stalinien.

« C'est inadmissible, s'insurge un responsable de la Fédération Corneuc du 69, aucune directive n'a été donnée. On tirera cela au clair. Laissez passer. »

### PLUS TARD :

À la demande d'un membre de la délégation Corneuc du 69, il est décidé en accord avec des responsables du CDAL 38, du CDAL 42 et du CDAL 69, de demander au CNAL d'enquêter sur les incidents survenus à Dijon.

Quatre cent seize militants de la région dijonnaise, dont le responsable de l'UD-FO de Dijon et le responsable du SNI de la Seine, ont protesté contre la tentative avortée d'imposer, au mépris des plus élémentaires libertés, l'exclusion de laïques qui ne partagent pas le point de vue des dirigeants du PCF.

« Nous affirmons que, quelles que soient leurs opinions politiques, quel que soit le courant syndical dont ils se réclament, tous les défenseurs de l'école laïque doivent pouvoir participer à la manifestation du 9 décembre pour la défense de l'école laïque. »

Quatre cent seize laïques ont ainsi affirmé leur volonté de défendre la démocratie inséparable de la défense de la laïcité de l'école.

## INTERVIEW DE MILITANTS DE BRETAGNE

I.O. — Que pensez-vous du mot d'ordre « pas de prêtres à l'école » ?

Le vice-président Corneuc-Finistère. — Je suis d'accord. Absolument d'accord. Les prêtres en dehors de l'école. Il n'y a pas de raison qu'il y ait une seule religion enseignée à l'école. On doit empêcher tout prosélytisme, c'est l'avis de tout le monde.

Cardinal (Rôze). — De Loire-Atlantique, 450 manifestants sont montés. On n'a pas pu avoir le train spécial à cause d'obstacles de dernière heure qui très certainement ont été inspirés. Les instituteurs qui sont montés très nombreux et qui avaient demandé une autorisation d'absence pour raison syndicale ont vu cette autorisation refusée par l'inspection académique.

Le secrétaire du SNI de Maine-et-Loire. — J'ai déjà vu une manifestation de cette ampleur, mais avec les perspectives qui s'ouvrent maintenant, les choses sont différentes. Il y a une espèce d'enthousiasme extraordinaire ; nous reparlons de laïcité, nous nous battons de luttres beaucoup plus activement. La manifestation me semble immense, les mots d'ordre sont enthousiasmants. Même dans le cadre imposé par le CNAL, c'est extrêmement important.



## G. Bouvard : un aveu

Il y eut des surprises dans la préparation : ainsi des dizaines d'autocars d'Arcueil qui ont été utilisés le 1<sup>er</sup> décembre étaient tous en panne le 9 décembre. La municipalité d'Ivry n'avait pas d'autocars pour la manifestation laïque, pas plus qu'à Champigny où, sur les deux cars prévus, un seul arriva... A Genevilliers, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, des dirigeants du PCF avaient organisé... autre chose.

G. Bouvard écrit dans « l'Humanité » du 11 décembre 72 :

« Une tache cependant dans cette démonstration si digne et exaltante : le comportement d'un groupe de spécialistes de la division qui avait acca-

paré la banderole du Val-de-Marne et s'est employé à donner de la laïcité une image repoussante. »

Si l'on comprend bien G. Bouvard qui ne les a pas cités dans son article, les mots d'ordre :

« Pas de curés, pas de patrons à l'école »

« Une seule école, l'école laïque »

« Abrogation des lois Pompidou-Debré » représentent une « tache » ? Autrement dit, pour les dirigeants du PCF, ne pas donner à la « laïcité une image repoussante », signifierait accepter les curés et les patrons à l'école et les lois Debré-Pompidou !

QUEL AVEU !



« Il ne faut pas raviver une querelle dépassée »

I.O. — Que pensez-vous de la manifestation et du mot d'ordre « une seule école, l'école laïque » ?

Robert Fabre. — Mes impressions sont bonnes. J'ai déjà dit deux ou trois fois ce que je pensais de la nécessité de modifier la politique de l'Education nationale. Sur le mot d'ordre « une seule école, l'école laïque », je pense que dans le Programme Commun, nous sommes décidés à aller vers la laïcité de l'école.

I.O. — Que pensez-vous du mot d'ordre « Pas de patrons, pas de prêtres à l'école » ?

R. Fabre. — Je pense que la Loire-Atlantique, dans ce domaine là, doit avoir des problèmes un peu particuliers.

Je ne veux pas faire d'anticléricalisme. Ce n'est pas le moment. Nous disons aux catholiques en leur tendant la main : « Venez avec nous. » Il ne faut pas raviver une querelle qui pour beaucoup de chrétiens est dépassée. Un prêtre m'a dit un jour : « Je ne me suis pas fait prêtre pour enseigner les mathématiques. » Je crois que c'est là le problème. Ils ne sont pas fait pour être des enseignants. Encore que s'il y avait à l'Institut un enseignant éminent et qui porte une soutane, si Pasteur avait porté une soutane, ils ne l'auraient pas mis en enfer pour autant. Que les écoles ne soient pas privatisées, c'est ce que nous voulons, c'est l'essentiel.

FORCE OUVRIERE :

« Une organisation syndicale authentique est nécessairement laïque »

I.O. — Quelle est l'appréciation de FO sur cette manifestation ?

Pierre Galoni (FO). — Notre position est fort simple. Depuis la création du CNAL, nous avons décidé d'être l'une des organisations qui soutiennent son action.

Nous l'avons décidé et nous continuerons à le faire car une organisation syndicale authentique est nécessairement laïque.

Je serais tenté en cette affaire de paraphraser G. Peguy qui disait que tout commence en mystique et finit en politique.

Nous défendons et continuerons à défendre la laïcité comme une véritable mystique, car tout ce qui défend la laïcité contribue à développer les capacités de nos enfants et de nos adolescents en respectant leur plein développement.

C'est avec cet esprit que nous continuons à défendre le CNAL bien que nous savons que tel n'est pas le point de vue d'autres.

Nous nous sommes retrouvés dans la rue à cette manifestation. Ce n'est pas à nous d'en prendre prétexte pour s'écarter du combat laïque, bien qu'il soit prétexte pour d'autres à utilisation différente.

JEAN-PIERRE SPELLER, CANDIDAT CONTRE KASPEREIT

MEETING AJS ENTHOUSIASTE à la Mutualité

C'est devant un public enthousiaste de jeunes travailleurs et étudiants que s'est tenu le 10 décembre dans la grande salle de la Mutualité le meeting convoqué par la Fédération de Paris de l'AJS.

Jean-Louis Wander, militant de l'UCL-AJS, exclu du lycée Jacques-Decour, après avoir été agressé par l'intendant M. CATHOU, membre bien connu des SAC, pour avoir collé une affiche de soutien à la candidature de J.-P. SPELLER contre KASPEREIT, était le premier orateur.

La bourgeoisie défend les siens, les Cathou, les Kaspereit ! La jeunesse aussi défend les siens.

Après avoir rappelé les faits, Wander expliquait ce que devait être « un gouvernement pour la jeunesse (...) un gouvernement sans Cathou, sans Kaspereit, sans curés dans les écoles, où la liberté d'expression n'est pas réprimée par la loi, un gouvernement où la culture serait accessible à tous, où ne régnerait aucun représentant du Capital. »

Et il concluait : « Nous ne voulons pas vivre comme nos parents les défilés de 38, les guerres de 40. Nous ne voulons pas d'un nouveau Front populaire que nous n'avons pas connu mais dont nous savons les méfaits. Nous ne sommes pas nés pour la défaite, nous sommes de la génération de ceux qui doivent faire la révolution... »

Mais c'est à l'échelle internationale que la bourgeoisie défend les siens.

Daniel Shapira, secrétaire national adjoint de l'AJS, appelait les jeunes rassemblés à la solidarité avec deux jeunes militants trotskystes irlandais, Holmes et O'Donovan, victimes d'une provocation policière et arrêtés sans motifs. A l'échelle internationale, la jeunesse défend les siens. Des dockers britanniques aux travailleurs espagnols de Vigo, partout, la classe ouvrière, et avec elle, la jeunesse, combat pour en finir avec le règne du Capital.

Contre l'impérialisme, contre le stalinisme, avec Yakir et les opposants communistes en URSS, c'est l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse qu'il faut bâtir.

Stephane Becq, militant de l'AJS, jeune travailleur à Renault, résident dans le FJT de Meudon, prenait ensuite la parole pour exprimer le refus de la jeunesse ouvrière de travailler plus longtemps pour Renault, Citroën et Michelin, de dormir plus longtemps au profit des Renault, Citroën, Michelin. Après avoir rappelé les raisons qui poussent les jeunes résidents de foyers à s'organiser de manière indépendante et à construire l'ANJR, Stephane Becq montrait, à la lumière de l'expérience de l'entreprise

Renault nationalisée depuis 25 ans, que la seule voie pour en finir avec l'exploitation passe par l'expropriation du Capital.

Michel Sérac, du Bureau national de l'AJS, montrait ensuite comment les étudiants devaient lier leur sort à la classe ouvrière. A la question posée par Pierre Juquin du Comité central du PCF dans son dernier ouvrage « Peut-on être intellectuel et communiste ? », Michel Sérac répondait en laissant « l'obscurantisme et stalinien » Juquin « pratiquer la politique de la main tendue à la hiérarchie catholique dans son offensive contre l'Education nationale », en appelant les étudiants à « combattre pour le gouvernement ouvrier », qui seul permettra de libérer les possibilités créatrices de l'humanité.

Jean-Pierre Speller, agressé et mutilé à vie par un commando de tueurs UDR, sera candidat de l'OCI et de l'AJS contre Kaspereit.

Prenant la parole, notre camarade expliquait le sens de sa candidature. Il s'agit là du combat pour en finir avec les bandes armées du Capital, les milices privées patronales qui ont assassiné Lanvin, Overney, Labroche, et qui demain frapperont encore si un terme n'est pas mis au règne du Capital.

Charles Berg, secrétaire national de l'AJS, membre du Bureau politique de l'OCI, conclut le meeting.

Contrairement à ce que devait en dire le journal Le Monde, toujours à l'affût de falsifications et de calomnies contre notre organisation, et qui lui fait dire dans son édition du 12-12-1972 : « Pas une voix pour les candidats investis par les partis ouvriers », Charles Berg définissait le sens de la campagne électorale de l'OCI soutenue par l'AJS. « Dès le premier tour, pas une voix pour les candidats de la bourgeoisie, au second tour toutes les voix sur le candidat ouvrier le mieux placé. »

Les dirigeants du PC et du PS doivent rompre avec la bourgeoisie. Pas une voix pour les Mendès-France, Filippi et autres Robert Fabre, tous liés au Capital.

Ce meeting se concluait au chant de l'Internationale après que plus de 5 000 F aient été collectés pour financer la campagne de Speller contre Kaspereit.

C'est ainsi que des milliers de jeunes avec l'AJS vont préparer la prochaine crise révolutionnaire.

LA RÉOLUTION SUR LE TACHES adoptée par les assises nationales pour le front unique ouvrier

Deux cent treize délégués des groupes politiques d'entreprises représentant 2 274 travailleurs convoqués en Assises nationales pour le Front unique ouvrier, financées par les collectes dans les entreprises, dont le montant s'est élevé à 22 857 francs.

— constatent que la première manifestation de la volonté qui les anime s'est traduite dans la participation massive à la manifestation du 9 décembre organisée par le CNAL à Paris ;

— se félicitent que sur les mots d'ordre résolument laïques :

— abrogation des lois Debré-Pompidou !

— une seule école, l'école laïque !

— pas de patrons, pas de curés à l'école !

par milliers et milliers, travailleurs et jeunes aient manifesté sur leur initiative ;

— considèrent que la main-mise de plus en plus accentuée de la hiérarchie catholique sur l'école, dénoncée par toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques représentées au colloque du CNAL (13 et 14 mai 1972), représente une atteinte contre une des libertés démocratiques fondamentales ; le droit pour toute la jeunesse de disposer d'un enseignement égal, gratuit, laïque, dispensé par les seuls enseignants laïques, dans le respect de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

C'est pourquoi les 213 délégués des groupes politiques, agissant sur l'initiative de l'OCI et de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière, ont mobilisé les travailleurs et les jeunes dans le respect des décisions prises par le CNAL pour la défense de l'école, dans l'unité, contre la bourgeoisie, les gouvernements capitalistes et la hiérarchie catholique au service des possédants.

La manifestation du 9 décembre illustre clairement les problèmes politiques que la classe ouvrière, les organisations et l'avant-garde peuvent résoudre positivement.

Pour la défense de la laïcité de l'école, les masses laborieuses ont démontré qu'elles sont prêtes à combattre contre le gouvernement Pompidou-Messmer et la hiérarchie catholique, soutien de toujours de la réaction.

Mais les dirigeants des grandes organisations ont préparé insuffisamment la manifestation. En attestent :

— le refus de la CFDT-Renault d'appeler les ouvriers à la manifestation, ce qui est normal et naturel ; la CFDT, restant l'organe de la hiérarchie, ne peut ni ne veut combattre pour la défense de la laïcité ;

— en atteste le refus des dirigeants du PCF et du PS — Marchals et Mitterrand — de prendre nettement position contre la présence des curés à l'école ;

— en atteste la convocation d'une manifestation de diversion à Dijon, le 9 décembre, par la CFDT, l'Action catholique, le Secours catholique, Témoignage chrétien et le PSU.

Tous ces faits et de nombreux autres témoignent de la volonté de certaines des organisations adhérentes au CNAL de « minimiser » la mobilisation pour la manifestation de défense de l'école laïque.

Néanmoins, c'est par dizaines de milliers que les travailleurs, les jeunes et parents d'élèves ont manifesté pour l'école et contre le gouvernement.

La bataille des groupes politiques, constitués à l'initiative de l'OCI et de l'Alliance Ouvrière, a ainsi trouvé pleinement sa dimension et toute sa justification.

Pour l'unité, pour la défense de l'Ecole, dans le respect des décisions du CNAL, contre le gouvernement Pompidou-Messmer et la hiérarchie catholique, par milliers et milliers, rassemblés par l'OCI, l'AJS et l'Alliance Ouvrière, travailleurs, parents d'élèves et jeunes ont manifesté le 9 décembre.

Là est la voie du Front Unique Ouvrier contre le Capital et l'Etat bourgeois. Là est la voie du combat pour un gouvernement PCF-PS, à l'exclusion des radicaux bourgeois — prétendument de gauche — à la Filippi, banquier et pétainiste, à l'exclusion des représentants de la bourgeoisie tel le clercal Marclilly qui vient de se prononcer pour le Programme Commun.

Là est la voie d'une véritable nationalisation de l'Ecole, inséparable de la nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts et des monopoles.

Là est la voie de l'expropriation de l'Enseignement privé patronal et confessionnel qui n'a aucun droit à prétendre enseigner aux enfants et à la jeunesse, expropriation inséparable de l'expropriation des trusts et monopoles.

C'est ainsi que la manifestation du 9 décembre du CNAL a démontré la véritable nature des relations entre les

masses laborieuses aspirant au Front Unique ouvrier de classe, les dirigeants des grandes organisations et l'avant-garde qui s'organise dans les entreprises, les facultés, les lycées et les quartiers dans les groupes politiques.

Profondément conscients de la réalité de ces relations, les 213 délégués des groupes politiques constitués en Assises nationales pour le F.U.O. ont décidé d'apporter leur appui à la campagne électorale de l'OCI qui a décidé de présenter 19 candidats, dans les localités suivantes :

● Lille (Nord), Dijon (Côte-d'Or), Avignon (Vaucluse), Grenoble (Isère), Toulouse (Haute-Garonne), Lyon (Rhône), Saint-Etienne (Loire), Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Limoges (Haute-Vienne), Nantes (Loire-Atlantique), Rouen (Seine-Maritime), Argenteuil (95), Aulnay (93), Choisy-Thiais (94), Levallois-Cléchy (92), Les Mureaux (78), Massy (91), Paris : 9 et 19<sup>e</sup> arrondissements.

● Ils approuvent pleinement la signification de la campagne électorale de l'OCI, telle que celle-ci est exprimée dans la Résolution politique adoptée.

● Conscients que les élections peuvent et doivent constituer le terrain où se rassemblent et s'unifient les masses laborieuses dans la lutte contre le gouvernement Pompidou-Messmer pour le gouvernement ouvrier, les 213 délégués aux Assises nationales pour le Front Unique Ouvrier appellent au vote CLASSE CONTRE CÉASSE.

Au premier tour : toutes les voix ouvrières, selon l'opinion politique de chacun, aux candidats du PCF et du PS et, là où l'OCI-AJS se présente, pour les candidats trotskystes.

Pas une voix au premier tour, aux Radicaux bourgeois « de gauche ».

Vote PCF contre les radicaux bourgeois « de gauche » présentés par le PS.

Au deuxième tour : toutes les voix ouvrières sur le candidat ouvrier arrivé en tête.

Les 213 délégués apprécient pleinement la décision de l'OCI de limiter à 19 candidatures la liste établie sur une reconnaissance lucide du rapport des forces politiques. Ils savent parfaitement que l'OCI et l'AJS ne bénéficieront d'aucun autre appui financier, politique ou autre, que celui qui sera organisé par les travailleurs et jeunes.

La campagne électorale de l'OCI se déroulera sur la politique du Front Unique Ouvrier, pour le gouvernement ouvrier, pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

● Conscients que le combat politique pour lequel ils se prononcent appelle des engagements tenus et réalisés, les 213 délégués convoqués en Assises nationales décident :

1°) d'assurer la diffusion régulière, ordonnée, méthodique du journal « Informations Ouvrières », tribune libre de la lutte de classe, organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière, dont l'OCI est l'anmatrice, en vue d'atteindre les objectifs permettant le retour à 12 pages ;

2°) d'ouvrir immédiatement une campagne pour le soutien financier aux candidatures de l'OCI ;

3°) de se réunir à nouveau après les élections pour établir le point de la situation et envisager avec l'Alliance Ouvrière les formes permanentes d'organisation ;

4°) d'appeler les groupes politiques à populariser, sous les formes décidées, dans les entreprises, les résultats des travaux des Assises et, dans ce but, s'engagent à se réunir régulièrement pour envisager l'action politique à développer dans les entreprises et les quartiers, afin d'élargir la lutte pour le Front Unique Ouvrier.

Résolution adoptée par 209 voix pour, 4 abstentions.

Conscients que le combat pour le socialisme ne saurait être qu'un et indivisible, qu'il ne saurait être question pour des militants fidèles aux buts et idéaux du mouvement ouvrier, d'admettre que des travailleurs, jeunes et intellectuels luttant pour le Socialisme en URSS, en Tchécoslovaquie et dans les pays où le capitalisme a été exproprié, puissent être jetés en prison, en camps et dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux ;

— les 213 délégués des groupes politiques constitués en Assises nationales pour le Front Unique Ouvrier, s'engagent à appuyer toute initiative en vue d'arracher la libération des emprisonnés, le droit inoppressible à la liberté d'opinion, ils décident en particulier de participer à toutes les actions décidées par le Comité Front unique des pays d'Europe de l'Est.

Adopté à l'unanimité.



# l'inflation, mal chronique de l'impérialisme

Les discussions récentes sur l'inflation et les mesures anti-inflationnistes ont remis à l'ordre du jour deux constatations :

- 1) l'économie bourgeoise est morte ;
- 2) les économistes bourgeois et autres journalistes spécialisés sont au mieux de naïfs imbéciles, au pire et le plus souvent des escrocs qui tentent de masquer sous des données pseudo-scientifiques la crise du système d'exploitation capitaliste.

Marx expliquait que la monnaie, que ce soit dans la sphère de la circulation « comme bon d'achat sur des machines à produire », ou dans la sphère de la production comme « condition à la production en tant que capital qui doit se reproduire » est l'expression d'un rapport social. C'est là qu'il nous faut chercher les explications de l'inflation des prix.

Dans la production apparaît la plus-value comme différence entre la valeur du produit et la valeur de la force de travail de l'ouvrier. Cette plus-value n'est réalisée que si les marchandises produites dans lesquelles elle est incorporée sont vendues sur le marché. Le capitaliste ne peut continuer à réaliser de la plus-value que si le profit est réinvesti dans la production.

La concurrence entre les capitalistes fait que chaque capitaliste est condamné à ne pouvoir réaliser ce réinvestissement que sur une échelle de plus en plus vaste, sous peine de disparition.

Ce mécanisme est en lui-même déjà inflationniste. En effet, pour liquider ses adversaires dans le cadre de la concurrence, le capitaliste est contraint de moderniser sans cesse son appareil de production. Tant que de nouveaux marchés peuvent être découverts, le processus se développe, avec un certain nombre de distorsions, notamment des prix élevés artificiellement au-dessus de la valeur, pratiqués par ceux des capitalistes qui, pour une raison ou pour une autre, ont une situation momentanément privilégiée sur le marché. Quand on en arrive à une situation où l'ensemble du marché est « occupé » et quand le capitaliste ne parvient plus à compenser la tendance à la baisse de ses profits par l'augmentation quantitative de ses ventes, il ne lui reste plus qu'à :

- 1) baisser ses coûts de production en comprimant les salaires ;
- 2) tenter de créer à son profit une situation de monopole en liquidant les capitalistes secondaires ;
- 3) obtenir des débouchés artificiels grâce à l'Etat, principalement dans la production de guerre et la production parasitaire.

Ces solutions ne sont pas exclusives les unes des autres, au contraire, et c'est là le fondement de l'inflation.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les capitalistes ont rencontré des difficultés croissantes pour comprimer les salaires. L'existence de classes ouvrières fortement organisées dans les pays capitalistes avancés, le fait que nulle part dans le monde la classe ouvrière n'ait été brisée dans un de ses bastions décisifs interdisent aux capitalistes de peser de façon durable et importante sur le prix de la force de travail.

Par ailleurs, les méthodes de production modernes nécessitent la mobilisation de sommes de plus en plus colossales pour l'investissement, tandis que la concentration croissante du capital rend cet argent de plus en plus cher au capitaliste industriel, en même temps que grandit et devient universelle l'emprise des banques. De plus, le caractère de plus en plus intense de la concurrence inter-impérialiste pour les marchés rend de plus en plus aléatoire la réalisation de la plus-value par la vente des marchandises et augmente donc le risque pour le capital investi. Or le risque se paye, et cela contribue encore à rendre l'argent plus cher et à augmenter les coûts de production, car les bourgeois hésitent à investir dans l'industrie et placent, de préférence, leurs capitaux en propriétés foncières et immobilières.

Enfin le progrès technique fait vieillir les équipements de plus en plus vite, et les entreprises n'ont pas le temps d'amortir leurs investissements (le cas des compagnies d'aviation est caricatural). Le caractère massif de la production industrielle contraint à immobiliser pendant de très longues périodes (couvrant des dizaines d'années) des sommes fabuleuses, avec un risque énorme de ne pas réaliser un profit, soit faute de marché, soit qu'un concurrent intervienne dans des délais

## chronique d'informations ouvrières

# la ligue "communiste" face aux élections

La continuité historique, qui est un fait bien établi, ne se déroule nullement selon une ligne graduelle, sur une marche égale. L'évolution historique procède par bonds, reculs, accrocs, ruptures et contradictions. Si l'on veut comprendre pour agir dans les événements et dans la politique, il est nécessaire de rechercher le fil d'une continuité qui s'impose, indépendamment de ce que les hommes disent ou prétendent faire.

Nous allons, utilisant la méthode du marxisme, montrer pour l'avant-garde, en une série d'articles, le fil d'une continuité qui, au travers des contorsions multiples allant du passage sur les positions du gauchisme, au retour aux idées mères du pabliste, caractérise la position des dirigeants de la Ligue. Ce faisant, nous allons utiliser des matériaux, dont une bonne part proviennent des bulletins intérieurs de cette organisation qui, depuis de nombreuses années, nous ont été fort obligeamment communiqués. Bien entendu, nous ne rendrons public ce qui peut et doit l'être, c'est-à-dire les arguments et les idées politiques.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions présenter quelques observations préalables. Nous n'avons pas estimé devoir utiliser ces matériaux jusqu'à ce jour pour une raison bien simple. Il suffit de lire les documents intérieurs pour être stupéfaits de la place qu'occupe le « lambertisme » dans la Ligue. Nous en avons conclu qu'une intervention prématurée de notre part n'aurait pas permis l'approfondissement de la discussion entre les multiples courants et tendances s'opposant durement entre eux. Il nous a donc semblé plus utile de laisser se développer une discussion dont il ne fallait pas être grand clerc pour comprendre qu'elle se dirigerait à un moment ou à un autre, vers une plus grande clarté. La patience est une qualité des révolutionnaires prolétariens.

C'est également parce que nous sommes armés d'une grande patience, que nous avons attendu avant de démentir les « observateurs » intéressés, curieusement informés qui, du Monde au Nouvel Observateur, faisaient état d'un accord électoral entre l'OCI, Lutte Ouvrière et la Ligue. Certes, des discussions entre les représentants de ces organisations ont eu lieu.

La Ligue et Lutte Ouvrière sont caractérisées par l'OCI comme des formations à vocation centrée petite-bourgeoise. Ce sont des organisations ouvrières, dans le sens le plus large, au même titre que le PCF et le PS dirigés par des appareils bourgeois. C'est pourquoi nous ne sommes pas surpris de voir que non seulement des discussions sont possibles lorsqu'elles sont nécessaires, mais l'OCI, par exemple, étend à la Ligue et à Lutte Ouvrière la consigne électorale qu'elle formule à l'adresse du PCF et du PS. Vote au premier tour selon le choix politique pour les candidats du PCF, du PS, de la Ligue et de Lutte Ouvrière, à l'exclusion des radicaux bourgeois « de gauche » ou du PSU, organisation petite-bourgeoise plus ou moins inféodée à la hiérarchie ecclésiastique. En toute circonstance, les trotskystes que nous sommes, partant du critère de classe pour prendre position.

Les dirigeants du PCF et du PS collaborent avec la bourgeoisie contre les intérêts du prolétariat, mais ils dirigent des organisations dont la place dans la lutte de classe les situe dans la classe ouvrière. Les dirigeants de la Ligue et de Lutte Ouvrière ont abandonné le pro-

gramme de la IV<sup>e</sup> Internationale qu'ils foulaient aux pieds depuis longtemps, mais ils dirigent des organisations qu'une fraction de travailleurs et de jeunes considère comme « révolutionnaires ».

Leur place dans la lutte de classe, malgré leur direction, reste dans un sens large, « ouvrière ». L'avenir décidera où la Ligue et Lutte Ouvrière se retrouveront.

DES MOTS ET DES FAITS

Ces observations faites, nous pouvons commencer. La Ligue, si l'on en croit la presse (Weber dans Rouge, repris par Le Figaro), terminerait une « période de mutation ».

« Nous ne sommes pas un groupe propagandiste marginal. Nous ne sommes pas encore un parti. Nous sommes au début de la transition qui mène de l'un à l'autre ». Est-ce là la traduction de la réalité ?

Le lundi 13 novembre 1972, dans le compte rendu du BP édité en note le 14-11-1972, il est publié « les quotas par ville pour la campagne de diffusion avec les objectifs pour fin décembre et début mars ». Le total de la vente de Rouge pour le n° 154 s'établit pour les 54 villes à 4 141 numéros ! Si Toulouse diffuse 550 exemplaires de Rouge, ce qui est honorable, à Nantes la vente est de 60 numéros, Clermont-Ferrand 107, Lille 47, St-Etienne 30, etc., ce qui est fort peu. Nous parlons en connaissance de cause. A Rouen, alors que le chiffre de la vente du n° 154 était de 530, il est tombé au n° 175 à 400. Premier élément.

Le second : différents votes ont eu lieu au troisième congrès de la Ligue qui a débuté le 6 décembre 1972. Cent quatre vingt onze délégués ont voté une résolution pour le désistement au deuxième tour pour l'union de la gauche. Soixante-et-onze se sont prononcés pour le désistement conditionnel pour le PCF seul. Onze (ou treize) abstentions. Les délégués étaient élus à raison de 1 mandat pour 8 ou fraction de 5. Admettons que tous les délégués furent mandatés à raison de 1 pour 8, on arrive au chiffre global de 2 200 militants à la Ligue ! Si l'on tient compte du nombre de délégués élus par 5 militants, le nombre d'adhérents à la Ligue oscille entre 1 800 et 2 000 maximum. On est encore loin « de la transition qui mène au Parti ».

Le cadre de l'explication bourgeoise, « la demande excède l'offre », parce que la masse de monnaie excède les quantités produites.

En même temps le problème monétaire apparaît de façon plus aiguë dans le cadre du financement du processus décrit plus haut. Contraints de trouver l'argent nécessaire à engager des dépenses de plus en plus importantes, les capitalistes et l'Etat ne peuvent avoir recours qu'à la planche à billets, aux chèques sans provisions, aux crédits de plus en plus importants et de plus en plus chers.

Crédits et chèques sans provision sont ainsi gagés sur des surprofits à venir, donc sur la fuite en avant. Proposer dans ce cadre les mesures classiques qui, pour éviter la « surchauffe », ont pour but de freiner l'expansion, est totalement inopérant. Si vous êtes terriblement endettés et que vous avez fait nombre de chèques sans provision, que vous comptez payer sur vos revenus à venir, vous n'avez aucune envie de réduire votre activité (et donc vos revenus à venir) car vous aurez peur que vos créanciers, constatant la réduction de votre activité et de vos possibilités de remboursement ne perdent confiance et ne vérifient le bien-fondé de vos gages et l'honnêteté de vos chèques. C'est le krach !

« Si l'on considère donc, lit-on dans la résolution adoptée par le troisième Congrès de la Ligue, le caractère contradictoire et transitoire du PS, l'accord PC-PS n'est pas un accord de type Front populaire qui mettait le PC à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois, il est même obligé d'entretenir une perspective socialiste. »

Ce passage de la résolution, au milieu d'une accumulation de phrases « révolutionnaires » et même gauchistes, qui commande la technique électorale de la Ligue a le mérite de la clarté. Si l'on comprend bien, le PC n'est plus, en 1972, à la remorque d'un parti bourgeois, c'est-à-dire du parti radical comme il l'était avec l'accord front populaire en 1935.

Mais... Mais et les radicaux dits de « gauche », et Maurice Faure, et Fabre, et le banquier Filippi qui ont signé l'accord PCF-PS avec la bénédiction du clercal « conservateur éclairé » Marcilhacy ? Qu'en faites-vous, subtils politiques de la Ligue ?

Avec ce tour de passe-passe qui fait l'admiration du Monde, du Figaro et de France-Soir réunis, la Ligue, après avoir escamoté les radicaux bourgeois de l'accord PCF-PS-Radicaux de gauche, peut, bien évidemment, affirmer que le PC « est même obligé d'entretenir une perspective socialiste ». Les critiques « radicales » du programme commun ne sont là que pour camoufler le retour à la position traditionnelle de Pablo-Mandel-Frank, pour qui « la bureaucratie stalinienne est contrainte de réaliser le socialisme à sa manière ». Précisons, et nous le montrerons textes à l'appui, y compris dans la phase ultra-gauchiste où Krivine avec Cohn-Bendit et Geismar défilait en lançant le mot d'ordre « CGT-K », la Ligue n'a jamais rompu le cordon ombilical avec le stalinisme. Pas plus que G. Martinet. Et ce n'est pas une affaire de famille.

A partir de ces appréciations « techniques », la résolution adoptée au troisième Congrès définit la tactique électorale de la Ligue : « Au second tour, notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord PC-PS comme une alternative réformiste globale à l'Etat fort (NDLR : cela ce sont les phrases prétendument radicales) et non comme un nouveau front populaire. Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement sauf exception sur proposition des villes et décisions du CE pour l'union de la gauche ».

La boucle est fermée. Explicitement, la Ligue appellera à voter pour « l'union de la gauche PS-PC-Radicaux de gauche ». Le « sauf exception » est placé là pour camoufler le maquignonnage dans le plus pur style radical socialiste.

On comprend qu'il ne saurait être question pour l'OCI de réaliser un accord « électoral » avec la Ligue qui nous aurait ainsi conduit à l'Union de la Gauche !

Les discussions qui se sont déroulées entre l'OCI, la Ligue et Lutte Ouvrière selon les observateurs à la Gilles Martinet, faisaient état de 100, 120 candidats pour chacune de ces organisations !

L'OCI, messieurs les informateurs, présente 19 candidats. Les trotskystes que nous sommes bannissent le bluff. L'OCI ne croit pas que c'est avec les « mass media » ou « les moyens de communication de masse » que l'on construira le parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale en France. Messieurs, mesdames les journalistes en savent quelque chose.

LA LIGUE ET L'UNION DE LA GAUCHE

« Si l'on considère donc, lit-on dans la résolution adoptée par le troisième Congrès de la Ligue, le caractère contradictoire et transitoire du PS, l'accord PC-PS n'est pas un accord de type Front populaire qui mettait le PC à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois, il est même obligé d'entretenir une perspective socialiste. »

Ce passage de la résolution, au milieu d'une accumulation de phrases « révolutionnaires » et même gauchistes, qui commande la technique électorale de la Ligue a le mérite de la clarté. Si l'on comprend bien, le PC n'est plus, en 1972, à la remorque d'un parti bourgeois, c'est-à-dire du parti radical comme il l'était avec l'accord front populaire en 1935.

Mais... Mais et les radicaux dits de « gauche », et Maurice Faure, et Fabre, et le banquier Filippi qui ont signé l'accord PCF-PS avec la bénédiction du clercal « conservateur éclairé » Marcilhacy ? Qu'en faites-vous, subtils politiques de la Ligue ?

Avec ce tour de passe-passe qui fait l'admiration du Monde, du Figaro et de France-Soir réunis, la Ligue, après avoir escamoté les radicaux bourgeois de l'accord PCF-PS-Radicaux de gauche, peut, bien évidemment, affirmer que le PC « est même obligé d'entretenir une perspective socialiste ». Les critiques « radicales » du programme commun ne sont là que pour camoufler le retour à la position traditionnelle de Pablo-Mandel-Frank, pour qui « la bureaucratie stalinienne est contrainte de réaliser le socialisme à sa manière ». Précisons, et nous le montrerons textes à l'appui, y compris dans la phase ultra-gauchiste où Krivine avec Cohn-Bendit et Geismar défilait en lançant le mot d'ordre « CGT-K », la Ligue n'a jamais rompu le cordon ombilical avec le stalinisme. Pas plus que G. Martinet. Et ce n'est pas une affaire de famille.

A partir de ces appréciations « techniques », la résolution adoptée au troisième Congrès définit la tactique électorale de la Ligue : « Au second tour, notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord PC-PS comme une alternative réformiste globale à l'Etat fort (NDLR : cela ce sont les phrases prétendument radicales) et non comme un nouveau front populaire. Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement sauf exception sur proposition des villes et décisions du CE pour l'union de la gauche ».

La boucle est fermée. Explicitement, la Ligue appellera à voter pour « l'union de la gauche PS-PC-Radicaux de gauche ». Le « sauf exception » est placé là pour camoufler le maquignonnage dans le plus pur style radical socialiste.

On comprend qu'il ne saurait être question pour l'OCI de réaliser un accord « électoral » avec la Ligue qui nous aurait ainsi conduit à l'Union de la Gauche !

Abonnez-vous, diffusez

## LA VÉRITÉ

- Pour cinq numéros : 25 F
  - Pour dix numéros : 45 F
  - Pour deux ans (dix numéros), abonnement de soutien : 100 F
  - Abonnement perpétuel : 230 F
- Biblioteca de Comunicação  
A versor au CC-BIBLIOTECA DE PARIS  
CEDOC



## IV - Où sont les racines du stalinisme ?

Jean Kanapa traite avec un mépris souverain *Le Stalinisme* de Medvedev : « Pour l'essentiel c'est une volumineuse compilation d'articles et d'études publiés en Union soviétique dans les années soixante alors que l'on réhabilitait publiquement les victimes des violations de la légalité commises avant 1965 » (*L'Humanité* du 24-11-1972).

Même mépris chez l'« historien » du PCF Jean Ellenstein qui, dans *Le Monde* du 3-11-1972, déclare : « Le livre de Medvedev n'apporte guère de lumières très nouvelles. Il reste une vaste compilation qui ne mérite sans doute ni tant de blâme ni tant d'honneur. »

Lors du colloque du CERES sur l'œuvre de Medvedev tenu à Nanterre le samedi 14 novembre, le spécialiste de l'autogestion Yvon Bourdet accabla lui aussi de son dédain l'œuvre de Medvedev : « Vaste compilation qui ne nous apprend rien. »

Il est vrai que Medvedev a la naïveté de mettre des guillemets chaque fois qu'il cite un texte ou un document. Il ignore l'usage en honneur chez tant d'« historiens » bourgeois occidentaux et staliniens, qui consiste à paraphraser les textes d'autrui pour fabriquer sa propre prose...

Il y a donc beaucoup de textes et de documents dans *Le Stalinisme* de Medvedev et, malgré le mépris des « historiens » officiels du PCF QUI N'ONT D'AILLEURS PAS FAIT EDITER EN FRANÇAIS LE DIXIEME DES DOCUMENTS PARUS EN URSS ENTRE 1950 ET 1964, il est à noter que nombre de ces documents n'ont jamais été publiés officiellement en Union soviétique. Là n'est évidemment pas l'essentiel. L'essentiel c'est la peinture du stalinisme que l'accumulation des faits rassemblés et mis en forme par Medvedev dégage...

Et cette peinture est accablante. Medvedev brosse le tableau des années 30-40, c'est-à-dire des années au cours desquelles la bureaucratie stalinienne a établi sa domination par la terreur, en massacrant et en diffamant non seulement le trotskisme et les trotskystes mais aussi l'écrasante majorité des militants et des cadres du parti bolchevique, y compris ceux qui avaient soutenu Staline parce qu'ils croyaient en la fable du « socialisme dans un seul pays ».

Medvedev s'attache à recomposer la longue série des provocations, des procès truqués, des falsifications poli-

moins quatre à cinq cent mille d'entre elles, surtout des hauts fonctionnaires, furent exécutés sans jugement. Les autres furent condamnées à de lourdes peines de prison. Certains jours, dans la seule ville de Moscou, on exécuta jusqu'à mille personnes. Ce ne sont pas des torrents, mais des fleuves de sang qui ont été versés, le sang de l'homme peuple soviétique. La vérité ne doit pas être déguisée : aucun tyran, aucun despote de l'histoire n'a massacré et persécuté un aussi grand nombre de ses compatriotes » (page 288).

D'autant que ce bilan ne tient compte ni des « koulaks » ou prétendus tels, déportés entre 1929 et 1933, ni des peuples entiers déportés en Sibérie sous la seconde guerre mondiale et dont une moitié, environ, périt...

« Compilation », cet immense tableau que Medvedev dresse avec une profonde chaleur humaine, cet énorme cri de protestation — à chaque page étayé sur des documents et des preuves — contre l'œuvre du stalinisme ? Quelles que soient les faiblesses de l'explication globale que Medvedev tente de donner, ce bilan du stalinisme — et c'est là que le bât blesse la bureaucratie du Kremlin et ses agents — débouche directement sur le présent.

Medvedev le dit prudemment mais sans ambages dès sa préface : « Je ne suis pas historien de profession (...). Je souhaite souligner à

centralisation bureaucratique ; déformation de la conception léniniste du parti ; contrôle personnel de Staline sur les organes de répression qui mit entre ses mains un pouvoir répressif incontrôlé ; subordination totale des moyens à la fin ; bureaucratisme et dégenérescence de l'appareil du parti ; conservatisme et dogmatisme d'une partie des cadres du parti ; affaiblissement du contrôle populaire sur les organes de direction ; insuffisance de l'éducation et de la culture dans les masses travailleuses.

Néanmoins, au fur et à mesure de la lecture du *Stalinisme*, le sentiment croît chez le lecteur qu'un lien relie l'ensemble de ces phénomènes décrits par Medvedev et le fondement théorique du socialisme dans un seul pays sur lequel Staline a édifié l'ensemble de sa politique. Indépendamment de la volonté propre de Medvedev, son ouvrage sur le stalinisme balaise son postulat initial selon lequel la théorie du socialisme dans un seul pays est juste, le stalinisme n'en représentant qu'une perversion monstrueuse.

Et c'est là que le bât blesse les staliniens d'aujourd'hui. Si à la lecture de l'ouvrage de Medvedev et en dépit du postulat de départ de l'auteur, apparaît clairement le lien

qui unit la théorie du socialisme dans un seul pays et la dégenérescence stalinienne, alors, sous d'autres formes, à d'autres rythmes peut-être, dans une situation différente sans doute, les problèmes cruciaux auxquels la bureaucratie a répondu par la terreur sanglante SONT TOUJOURS ACTUELS ET EXIGENT TOUJOURS UN AUTRE TYPE DE REGLEMENT dans l'intérêt du prolétariat soviétique et mondial.

Aussi, quelle que soit la modération extrême du programme actuel que développe Medvedev dans *De la démocratie socialiste*, son bilan du stalinisme a l'effet politique d'une bombe. Ce n'est pas par déviation hystérique personnelle que Staline voulait remodeler l'histoire, et surtout l'histoire du bolchevisme, la réduire à une caricature sacrée : l'histoire est l'expression de la continuité, elle est la mémoire de la lutte des classes.

*Le Stalinisme* de Medvedev est une reconstitution de cette mémoire historique du bolchevisme. A cette reconstitution on peut faire plus d'un reproche, sans le moindre doute, à commencer par le schématisme avec lequel Medvedev présente la lutte de l'opposition de gauche ou la Révolution permanente, mais elle est authentique reconstitution, et à ce titre un facteur de maturation de la conscience de l'avant-garde qui se constitue en URSS.

La bureaucratie doit imposer que l'histoire du bolchevisme soit zone interdite. Il y a en effet danger de mort pour elle parce que se tisse là le premier lien entre la conscience historique du réel (et donc sa compréhension) et les aspirations des masses. C'est pourquoi, en URSS, la bureaucratie a confisqué (mais trop tard) le manuscrit de Medvedev et en a interdit la diffusion. Les valets du Kremlin en France expliquent qu'il ne s'agit que d'une vaste compilation. Deux faces du même travail.

### LES " AVEUX " DE PIOTR YAKIR

## La bureaucratie prépare de nouveaux procès de Moscou

La presse britannique donne de nouveaux « détails » sur ce qu'elle appelle « l'abjuration » de Piotr Yakir dont de récentes « informations » affirment qu'il aurait « capitulé » devant la bureaucratie du Kremlin. *The Observer* écrit ainsi : « Il a avoué sa propre culpabilité et celle d'autres membres de son mouvement. Il en résulte qu'au procès M. Yakir sera produit comme témoin contre un grand nombre de dissidents. »

Seule, jusqu'à présent, la presse bourgeoise s'est faite l'écho des « informations » données par les groupes d'opposants de Moscou. Mais celles-ci ne peuvent provenir que de la bureaucratie entre les mains de laquelle Piotr Yakir se trouve depuis le 21 juin, dans le plus grand secret.

Nul ne saurait douter que « ce n'est pas le vrai Yakir » qui parle ainsi. Ce dernier déclarait ainsi en avril dernier, deux mois avant son arrestation, au journaliste britannique David Bonavia : « S'il me rouent de coups, je dirai peut-être n'importe quoi. Je le sais par mon expérience de déporté. Mais vous devez savoir que ce ne sera pas alors le vrai Yakir qui aura parlé. »

Par quels moyens les tortionnaires de la Loubianka sont-ils parvenus à « établir » la prétendue culpabilité de Yakir et à arracher, disent-ils, des « aveux » ? C'est ce que tout militant ouvrier doit exiger. Le silence n'est pas tolérable d'ici au procès truqué que les héritiers de Staline tentent d'organiser pour briser l'opposition communiste en URSS. Le mouvement ouvrier international ne peut pas accepter la condamnation du militant Piotr Yakir, infatigable combattant des droits civiques en URSS.

Piotr Yakir déclarait, il y a deux ans, à un journaliste étranger : « Nous serons probablement arrêtés, les autorités n'ont que faire de ceux qui les critiquent. Mais

ce qui est important, c'est qu'il est maintenant impossible de faire marche arrière. Quand nous ne serons plus là, d'autres viendront. Ils sont déjà beaucoup. De nombreux jeunes et tous ceux qui, en Union Soviétique, réfléchissent sur ce qu'ils voient, ne reviendront jamais à ce qui fut. On peut nous battre, on peut nous tuer même, mais on continuera à penser comme on l'entend. »

Ce n'est pas seulement le martyre physique de Piotr Yakir et de ses camarades que veut la bureaucratie du Kremlin. C'est la destruction politique de l'opposition qui représente un énorme danger dans la crise actuelle de son pouvoir. Tel est le but du nouveau « procès de Moscou » que prépare la KGB. Mais si les militants ouvriers, à l'échelle internationale, font leur combat de Yakir, de Grigorenko et de tous les autres en URSS, Brejnev ne parviendra pas à ses fins.

Partout, dans les rangs du mouvement ouvrier organisé, comme à Avignon où nous parvient un télégramme du SNEsup publié ci-dessous, doivent se lever les forces pour exiger la liberté pour Piotr Yakir, le refus du secret qui entoure sa détention, la volonté de tout mettre en œuvre pour le sauver. Le procès de Yakir, brisé par la bureaucratie, serait une défaite pour tous les combattants du socialisme dans le monde. Aucun militant honnête ne peut rester muet devant le nouveau crime qui frappe une fois de plus les héritiers des bolcheviques en Union soviétique.

TELEGRAMME DU SNEsup D'AVIGNON

M. l'Ambassadeur d'Union Soviétique, Paris.  
Section SNEsup d'Avignon émus après décès Galanskov camp d'internement, vous demande d'intervenir pour libération immédiate militant communiste Pierre Yakir.



La nouvelle opposition retrouvera la continuité du bolchevisme.

cières, des machinations de la terreur, des purges qui ont mené à un triomphe momentané de Staline. « Au bout du compte le NKVD arrêté et exécuta en l'espace de deux ans plus de communistes qu'il n'en disparut pendant toutes les années de la lutte clandestine, des trois révolutions et de la guerre civile. Les membres les plus anciens étaient plus particulièrement visés (...). Les pertes furent également immenses parmi la jeune intelligentsia, l'espoir du Parti. Les gens qui n'étaient pas membres du parti fournirent encore un plus grand nombre de victimes : simples ouvriers, paysans et employés de bureau » (page 283).

Bilan de ces années au cours desquelles Staline asseoit son pouvoir comme expression de la domination d'une caste privilégiée, fondée sur et profitant de l'inégalité sociale : « L'ampleur de la terreur stalinienne est sans commune mesure. Entre 1936 et 1939, d'après les approximations les plus prudentes, quatre à cinq millions de personnes furent soumises à des mesures de répression pour des raisons politiques ; au

nouveau que ce sont les communistes qui devraient être les juges les plus intransigeants de leur propre histoire. Faute de quoi il sera impossible de recréer l'unité, l'intégrité morale, la force de ce grand mouvement. Et c'est là la motivation essentielle qui m'a animé dans ce travail qui, à tous égards, a été loin d'être facile. »

Medvedev consacre des dizaines de pages à l'analyse des causes du stalinisme. Ses explications se situent dans le cadre qu'il accepte dès le début : celui de la validité de la prétendue théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Et c'est à partir de ce point de vue qu'il critique avec un bonheur très relatif les conceptions de Trotsky dont il n'a manifestement qu'une connaissance assez vague. L'interprétation que donne Medvedev des origines du stalinisme a un caractère très empirique en ce qu'elle confond souvent la cause et les effets : culte de Staline ; disparition de la liberté de critique ; isolement de l'URSS ; sentiments qu'engendrait l'encerclement capitaliste

## abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

ABONNEMENTS

Correspondance  
Rédaction - Administration  
88 bis, avenue Parmentier  
PARIS-11<sup>e</sup>  
C.C.P. 21.831-73 Paris

1 an (48 n°) ..... 50 F  
Etranger (1 an) ..... 60 F  
6 mois (24 n°) ..... 25 F

Versements au C.C.P. I. O. 21.831-73 Paris  
Biblioteca de Comunicació  
CEDOC